

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1469

30 juillet 2009

SOMMAIRE

ABC Comptabilité S.à.r.l.	70512	Mandour Holding S.A.	70467
Alandsbanken Hedge	70469	Meaco S.A.	70511
ASSETS Generation Fund UI	70469	Mirim S.A. - société de gestion de patri-	
asspert S.à r.l.	70512	moine familial	70466
BSEC S.A.	70467	Novapol Holdings S.à.r.l.	70503
Catella SICAV	70470	Red S.A.	70469
Financière Chanteloup S.A.	70511	Roses et Fleures Holding SA	70512
Greenwich Point Global Value	70503	Simar Overseas S.à.r.l.	70495
Helpack S.A.H.	70511	Sitrof Holding S.A.	70468
HSBC Trinkaus Golden Opportunities ...	70503	Stella Holding S.A.	70468
Ipico S.A.	70512	Stemel Holding S.A.	70468
Labris S.A. - société de gestion de patri-		Vailog CalEast LaSalle China S.à r.l.	70512
moine familial	70466	Volksbank Forchheim eG Spezialfonds ...	70495
Maguro II S.à r.l.	70511	Zais Ucits	70467
Maison J. Charles Printz, Quincaillerie,			
Fers et Métaux	70466		

Labris S.A. - société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 97.852.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *19 août 2009* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008; affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'art. 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. nominations statutaires;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009087078/18.

Mirim S.A. - société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 97.853.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *19 août 2009* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008 ; affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'art. 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. nominations statutaires;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009087079/18.

Maison J. Charles Printz, Quincaillerie, Fers et Métaux, Société Anonyme.

Capital social: EUR 875.000,00.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 2, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 4.258.

La société anonyme Maison J. Charles Printz, Quincaillerie, Fers et Métaux convie ses actionnaire(s) à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de Maison J. Charles Printz, Quincaillerie, Fers et Métaux, Société Anonyme, qui se tiendra en son siège social à L-2530 Luxembourg, 2, rue Henri Schnadt, en date du vendredi *14 août 2009* à 10.00 heures portant sur l'agenda ci-dessous.

Agenda:

1. Révocation/ Nomination du/des administrateur(s),
2. Révocation/ Nomination du commissaire aux comptes,
3. Divers.

Le 27 juillet 2009.

Le Commissaire aux comptes

Signature

Référence de publication: 2009092092/18.

BSEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.
R.C.S. Luxembourg B 130.217.

Die Aktionäre werden hiermit zur

GENERALVERSAMMLUNG

eingeladen, die am Freitag, 14.08.2009, um 17.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit folgender Tagesordnung stattfinden wird:

Tagesordnung:

1. Tätigkeitsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der Jahresabschlussrechnung per 31. Dezember 2008.
3. Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Statutarische Ernennung.
6. Mandat Abschlussprüfer.
7. Kenntnisnahme, dass die ordentliche Generalversammlung vom 19. Juni 2009 mangels Fertigstellung des Jahresberichtes nicht stattfand.
8. Diverses.

Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich auf Grund schriftlicher Vollmacht durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Référence de publication: 2009090644/22.

Zais Ucits, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 116.897.

Shareholders of ZAIS UCITS ("the Company") are hereby convened to an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on August 17, 2009 at the registered office of the Company at 2.00 p.m. (Luxembourg time) (the "Meeting") to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

Sole resolution

To elect Mr Sohail A. Khan, Head of Investor Relations Europe and Middle East of ZAIS Group International, as director of the Company until the annual general meeting of the shareholders approving the annual accounts for the financial year ending 30st September 2009.

There is no quorum required for this Meeting and the passing of the resolutions requires the consent of the majority of the shares present or represented at the Meeting.

The shareholders who would like to be present at the meeting are kindly requested, for organisational purposes, to inform the Company at least five clear days before the meeting of their intention to attend.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009092328/755/20.

Mandour Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 108.878.

Les actionnaires et obligataires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 19 août 2009 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. approbation des comptes annuels au 31 mars 2009, affectation des résultats;
3. délibération quant aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

4. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
5. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009087439/1017/16.

Stemel Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 39.392.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le *17 août 2009* à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels au 30 septembre 2008 et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2008;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009092327/534/17.

Stella Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 78.234.

Les actionnaires sont convoqués à une

DEUXIÈME ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *17 août 2009* à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 13 juillet 2009, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer valablement sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2009083204/29/18.

Sitrof Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 92.573.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le *10 août 2009* à 13.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2008.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2008.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

6. Décharge à l'administrateur démissionnaire, M. Pietro LONGO, pour l'exercice de son mandat.
7. Ratification de la co-optation de M. Xavier SOULARD comme administrateur décidée par les administrateurs restants en date du 26 novembre 2008 et nomination de ce dernier comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
8. Reconduction de M. Eric MAGRINI dans ses mandats d'administrateur et président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
9. Reconduction de M. Philippe TOUSSAINT dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
10. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2015.
11. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009087167/29/28.

Red S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 102.308.

La première Assemblée Générale Statutaire convoquée pour le 8 juillet 2009 à 11.45 heures n'ayant pu délibérer valablement sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *17 août 2009* à 16.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibérations et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2009083787/755/17.

ASSETS Generation Fund UI, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds ASSETS Generation Fund UI, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 8. Mai 2009.

Für die Gesellschaft

Universal-Investment-Luxembourg S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009058697/12.

(090068855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2009.

Alandsbanken Hedge, Fonds Commun de Placement.

The management regulations with respect to the fund Alandsbanken Hedge have been filed with the Luxembourg trade and companies register.

Das Verwaltungsreglement des Anlagefonds Alandsbanken Hedge wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

ALPHA MANAGEMENT COMPANY S.A.

Signature / Unterschrift

Référence de publication: 2009088819/12.

(090110121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2009.

Catella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 147.125.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the thirteenth of July.

The following appeared before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg):

1. Catella Capital AB, with its registered office at Birger Jarlsgatan 6, 10390 Stockholm, Sweden, represented on this occasion by Martin Rausch, professionally residing at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a written power-of-attorney issued in Stockholm, on July 3, 2009.

2. Catella Kapitalförvaltning AB, with its registered office at Birger Jarlsgatan 6, 10390 Stockholm, Sweden, represented on this occasion by Martin Rausch, professionally residing at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, by virtue of a written power-of-attorney issued in Stockholm, on July 3, 2009.

The powers-of-attorney, signed "ne varietur" by all those appearing and the notary whose signature appears below are attached to this deed in order that they are subjected with it to the formalities of registration.

Those appearing request the notary to notarise the Articles of Incorporation of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) to be formed between them, as follows.

Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Catella SICAV" (herein after the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by resolution of the Board of Directors (herein after the "Board").

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the shareholders, adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation by law.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and other assets permitted by law, within the limits of the investment policies and restrictions determined by the Board pursuant to Article 17 hereof, with the purpose of diversifying investment risks and affording its shareholders the benefit of the management of the assets of the Company's Subfunds.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of December 20, 2002 regarding undertakings for collective investment (the "Law of 2002") or any legislative replacements or amendments thereof.

Title II. Share capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of all Subfunds of the Company as defined in Article 10 hereof and shall be represented by fully paid up shares of no par value, divided into several classes, as the Board may decide to issue within the relevant Subfund.

The Board may decide, in accordance with Article 7, if and from which date shares of different classes shall be offered for sale, those shares to be issued on terms and conditions as shall be decided by the Board. A portfolio of assets shall be established for each Subfund of shares or for two or more classes of shares in the manner as described in article 10 hereof.

Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes corresponding to separate portfolios of assets (each a "Subfund"), (which may as the Board may determine, be denominated in different currencies) and the proceeds of the issue of shares of each Subfund be invested pursuant to Article 4 hereof for the exclusive benefit of the relevant Subfund in transferable securities or other assets permitted by law as the Board may from time to time determine in respect of each Subfund.

With regard to creditors the Fund is a single legal entity the assets of a particular Subfund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that Subfund. In respect of the relationship between the shareholders, each subfund is treated as a separate entity.

The Company has not nominated a Main Administrator in accordance with the provisions of the Law of 2002. The Company therefore takes the form of a self-administered investment company, as defined in the Law of 2002.

The minimum capital shall be one million two hundred fifty thousand Euros (1,250,000.- EUR) and has to be reached within six months after the date on which the Company has been authorised as a collective investment undertaking under Luxembourg law.

The initial capital is three hundred thousand Euro (300,000.- EUR), divided into three hundred (300) fully paid up shares of no par value.

The Company has the power to acquire for its own account its shares at any time.

Art. 6. Form of Shares. The Board shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form.

Share certificates (herein after "the certificates") of the relevant class of any Subfund will be issued; if bearer certificates are to be issued, such certificates will be issued with coupons attached, in such denominations as the Board shall prescribe.

Certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorised thereto by the Board, in which case, it shall be manual.

The Company may issue temporary certificates in such form as the Board may determine.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders (herein after the "Register") which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number of registered shares held by him and the amount paid up on each such share.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer certificate, and, if requested, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer form, the Company may require assurances satisfactory to the Board that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a non authorised person as defined in Article 9 hereof.

In case of bearer shares, the Company may consider the bearer as the owner of the shares. In case of registered shares, the inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (ii), if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate certificate may be issued under such conditions and guarantees (including but not restricted to a bond issued by an insurance company), as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a replacement certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the voiding of the original certificate.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 7. Issue and conversion of Shares.

Issue of shares

The Board is authorised without limitation to issue at any time additional shares of no par value, fully paid up, in any class within any Subfund, without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

When shares are issued by the Company, the net asset value per share is calculated in accordance with Article 10 hereof. The issue price of shares to be issued is based on the net asset value per share of the relevant class of shares in the relevant Subfund, as determined in compliance with article 10 hereof plus any additional premium or cost as determined by the Board and as disclosed in the current prospectus. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which Company shares are sold will also be charged.

Shares will only be allotted upon acceptance of the subscription and receipt of payment of the issue price. The subscriber will without undue delay, upon acceptance of the subscription and receipt of the issue price, receive title to the shares purchased by him.

Applications received by the paying agents and the sales agencies during normal business hours on a given Calculation Day in Luxembourg shall be settled at the issue price calculated on the following Calculation Day in Luxembourg. Applications can be submitted for payment in the reference currency of the relevant Subfund or in another currency as may be determined from time to time by the Board.

Applications for the issue and conversion of shares received by the paying agents and sales agencies after the deadline mentioned above will be settled at the issue price or conversion price calculated on the next following Calculation Day.

The Board may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

The Company at its discretion may accept subscriptions in kind, in whole or in part. However in this case the investments in kind must be in accordance with the respective Subfund's investment policy and restrictions. In addition these investments will be audited by the Company's appointed auditor.

The Company may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing shares, refuse purchase applications and suspend or limit in compliance with article 11 hereof, the sale for specific periods or permanently, to individuals or corporate bodies in particular countries or areas. The Company may also at any time compulsorily redeem shares from shareholders who are excluded from the acquisition or ownership of Company shares.

Conversion of shares

Any shareholder may request conversion of the whole or part of his shares corresponding to a certain Subfund into shares of another Subfund, provided that the issue of shares by this Subfund has not been suspended and provided that the Board may impose such restrictions as to, inter alia, the possibility or the frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of such charge, as it shall determine and disclose in the current prospectus. Shares are converted according to a conversion formula as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed in the current sales prospectus.

Shareholders may not convert shares of one class into shares of another class of the relevant Subfund or of another Subfund, unless otherwise determined by the Board of Directors and duly disclosed in the current prospectus.

The Board may resolve the conversion of one or several classes of shares of one Subfund into shares of another class of the same Subfund, in the case that the Board estimates that it is no longer economically reasonable to operate this or these classes of shares.

During the month following the publication of such a decision, as described in Article 24 hereafter, shareholders of the classes concerned are authorised to redeem all or part of their shares at their net asset value - free of charge - in accordance with the guidelines outlined in article 8.

Shares not presented for redemption will be exchanged on the basis of the net asset value of the corresponding class of shares calculated for the day on which this decision will take effect.

The same procedures apply to the submission of conversion applications as apply to the issue and redemption of shares. This conversion will be effected at the rounded net asset value increased by charges and transaction taxes, if any. However, the sales agency may charge an administrative fee which may be fixed by the Company.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

Payment of the redemption price will be executed in the reference currency of the relevant Subfund or in another currency as may be determined from time to time by the Board, within a period of time determined by the Board.

The redemption price is based on the net asset value per share less a redemption commission if the Board so decides, whose amount is specified in the sales prospectus for the shares. Moreover, any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which Company shares are sold will be charged.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder would fall below such number or such value as determined by the Board, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares.

Further, if on any Calculation Day redemption and conversion requests pursuant to this article exceed a certain level determined by the Board in relation to the number of shares in issue in any Subfund, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board considers to be in the best interests of the relevant Subfund. On the next Calculation Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

A redemption request shall be irrevocable, except in case of and during any period of suspension of redemption. Any such request must be filled by the shareholder in written form (which, for these purposes includes a request given by cable, telegram, telex or telecopier, or any other similar way of communication subsequently confirmed in writing) at the registered office of the Company or, if the Company so decides, with any other person or entity appointed by it as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate or certificates for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The Board may impose such restrictions as it deems appropriate on the redemption of shares; the Board may, in particular, decide that shares are not redeemable during such period or in such circumstances as may be determined from time to time and provided for in the sales documents for the shares.

In the event of an excessively large volume of redemption applications, the Company may decide to delay execution of the redemption applications until the corresponding assets of the Company are sold without unnecessary delay. On payment of the redemption price, the corresponding Company share ceases to be valid.

All redeemed shares shall be cancelled.

The Company at its discretion may at the request of the investor accept redemptions in kind. In addition these redemptions (1) must not have negative effect for the remaining investors and (2) will be audited by the Company's appointed auditor.

Art. 9. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws (including without limitation tax laws) other than those of the Grand Duchy of Luxembourg.

Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any non authorised persons, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a non authorised person or a person holding more than a certain percentage of capital determined by the Board ("non authorised person"); and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, eventually supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in an authorised person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a non authorised person; and

C.- decline to accept the vote of any non authorised person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any non authorised person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per share as at the Calculation Day specified by the Board for the redemption of shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board for the payment of the redemption price of the shares of the Company and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured distribution coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Subfund. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 10. Net Asset Value per Share, Issue and Redemption Price. The net asset value and the issue and redemption price per share of any Subfund or share class are expressed in the currency of account of the Subfund or the share class concerned and are calculated every business day by dividing the overall net assets of the Subfund for each share class by the number of shares issued in this share class of the Subfund. The percentage of the net asset value which is attributable to each share class of a Subfund is determined by the ratio of the shares issued in each share class to the total number of shares issued in the Subfund, taking into account the commission charged to that share class, and changes each time the issue or redemption of shares takes place. When this happens, the net asset value attributable to the respective share class is increased or reduced by the amount received or paid out.

If the total subscriptions or redemptions affecting all the unit classes of a Subfund on a single trading day come to a net capital inflow or outflow, the net asset value of the Subfund may be increased or reduced accordingly. The maximum adjustment amounts to 1% of the net asset value. Estimated transaction costs and tax charges that may be incurred by the Subfund, as well as the estimated bid/offer spread of the assets in which the Subfund invests, may be taken into account. The adjustment leads to an increase in net asset value if the net movements result in a rise in all units of the affected Subfund. It results in a reduction of net asset value if the net movements bring about a fall in the number of shares. The Board of Directors can set a threshold value for each Subfund. This may consist in the net movement on a trading day in relation to the net fund assets or to an absolute amount in the currency of the Subfund concerned. The net asset value would be adjusted only if this threshold were to be passed on a trading day.

Instead of the aforementioned adjustment of the net asset value, the estimated transaction costs and tax charges that may be incurred by the Subfund, as well as the estimated bid/offer spread of the assets in which the Company invests, may be charged to the investor.

The value of the assets held by each Subfund is calculated as follows:

a) Securities, derivatives and other investments listed on a stock exchange are valued at the last known market price. If the same security, derivative or other investment is quoted on several stock exchanges, the last available quotation on the stock exchange that represents the major market for this investment will apply. In the case of securities, derivatives and other investments infrequently traded on a stock exchange and for which a secondary market among securities traders exists with pricing in line with the market, the Company may value these securities, derivatives and other investments based on these prices. Securities, derivatives and other investments that are not listed on a stock exchange, but which are traded on another regulated market which is recognised, open to the public and operates in a due and orderly fashion, are valued at the last available price on this market.

b) Securities and other investments that are not listed at a stock exchange or traded on another regulated market, and for which no appropriate price can be obtained, will be valued by the Company according to other principles chosen by it in good faith on the basis of the likely sales prices.

c) Derivatives that are not listed at a stock exchange (OTC derivatives) will be valued on the basis of independent pricing sources. In case only one independent pricing source of a derivative is available, the plausibility of the valuation obtained will be verified by means of methods of calculation recognised by the Company and its Auditors, based on the market value of the underlying instrument from which the derivative originates.

d) Shares of other undertakings for collective investment in transferable securities (UCITS) and/or undertakings for collective investment (UCI) will be valued at their last known net asset value.

e) For money-market instruments, the valuation price will be gradually adjusted to the redemption price, based on the net acquisition price and retaining the ensuing yield. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields.

f) Securities and other investments that are denominated in a currency other than the currency of account of the relevant Subfund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the mid-market rate (midway between the bid and offer rate) obtained from external price providers.

g) Fixed-term deposits and fiduciary investments are valued at their nominal value plus accumulated interest.

h) The value of swap transactions is calculated by the swap counterparty, on the basis of the net present value of all cash flows, both inflows and outflows. This valuation method is recognised by the Company and checked by the Auditors.

The Company is authorised to apply other generally recognised and auditable valuation criteria in good faith in order to achieve an appropriate valuation of the net assets if, due to extraordinary circumstances, a valuation in accordance with the aforementioned regulations proves to be unfeasible or inaccurate.

In the event of extraordinary circumstances, additional valuations, which will affect the prices of the shares to be subsequently issued or redeemed, may be carried out within one day.

Art. 11. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share of Issue and Redemption of Shares. The net asset value per share and the price for the issue and redemption of the shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice monthly at a frequency determined by the Board, such date or time of calculation being referred to herein as the "Calculation Day".

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued; the Board may, in particular, decide that shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents of the Company.

The Company may suspend temporarily the determination of the net asset value per share and the issue, conversion and redemption of shares in any Subfund during:

a) any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company is quoted or dealt in, or when the foreign exchange markets corresponding to the currencies in which the net asset value or a considerable portion of the Company's assets are denominated, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that the closing of such exchange or such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company quoted thereon; or

b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company would be impracticable or such disposal or valuation would be detrimental to the interests of shareholders; or

c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or values on any stock exchange in respect of the assets of the Company; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Title III. Administration and Supervision

Art. 12. Directors. The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be

elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 13. Board meetings. The Board shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings. In case of stalemate the chairman has a casting vote.

The Board may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these articles of incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 14. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 17 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are in the competence of the board.

Art. 15. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

Art. 16. Delegation of power. The Board of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not to be members of the board and who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, sub-delegate their powers.

Art. 17. Investment Policies and Restrictions. The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with the Law of 2002 or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public,

or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus referring to the offer of the shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested in:

(1) The investments must consist solely of:

- a) transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market;
- b) transferable securities and money market instruments dealt in on another regulated market in a Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public in an European, American, Asian, African or Australasian country (hereinafter referred to as an "approved country");
- c) transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in a non-Member State of the European Union or dealt in on another regulated market in a non-Member State of the European Union which operates regularly and is recognised and open to the public provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the instruments of incorporation of the UCITS;
- d) recently issued transferable securities and money market instruments, provided that:
 - the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or to another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public, provided that the choice of the stock exchange or the market has been provided for in the instruments of incorporation of the UCITS;
 - such admission is secured within one year of issue;
- e) units of UCITS authorised according to Directive 85/611/EEC and/or other UCI within the meaning of the first and second indent of Article 1(2) of Directive 85/611/EEC, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that:
 - such other UCI are authorised under laws which provide that they are subject to supervision considered by the CSSF to be equivalent to that laid down in Community law, and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;
 - the level of guaranteed protection for unit-holders in such other UCI is equivalent to that provided for unit-holders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowing, lending, and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC;
 - the business of the other UCI is reported in half-yearly and annual reports to enable an assessment to be made of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;
 - no more than 10% of the UCITS or the other UCI assets, whose acquisition is contemplated, can be, according to its instruments of incorporation, invested in aggregate in units of other UCITS or other UCIs;
- f) deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 twelve months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-Member State, provided that it is subject to prudential rules considered by the CSSF as equivalent to those laid down in Community law;
- g) financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market referred to in sub-paragraphs a), b) and c); and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter ("OTC derivatives"), provided that
 - the underlying consists of instruments covered by Article 41, paragraph (1) of the Law of 2002, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the UCITS may invest according to its investment objectives as stated in the UCITS' instruments of incorporation,
 - the counter-parties to OTC derivative transactions are institutions subject to prudential supervision, and belonging to the classes approved by the CSSF, and
 - the OTC derivatives are subject to reliable and verifiable valuation on a daily basis and can be sold, liquidated or closed by an offsetting transaction at any time at their fair market value at the UCITS' initiative;
- h) money market instruments other than those dealt in on a regulated market and referred to in Article 1 of the Law of 2002, if the issuer or issuer of such instruments is itself regulated for the purpose of protecting investors and savings, and provided that they are:
 - issued or guaranteed by a central, regional or local authority, a central bank of a Member State, the European Central Bank, the European Union or the European Investment Bank, a non-Member State or, in the case of a Federal State, by one of the members making up the federation, or by a public international body to which one or more Member States belong, or
 - issued by an undertaking any securities of which are dealt in on regulated markets referred to in sub-paragraphs a), b) or c), or - issued or guaranteed by an establishment subject to prudential supervision, in accordance with criteria defined by Community law or by an establishment which is subject to and comply with prudential rules considered by the CSSF to be at least as stringent as those laid down by Community law, or
 - issued by other bodies belonging to the classes approved by the CSSF provided that investments in such instruments are subject to investor protection equivalent to that laid down in the first, the second or the third indent and provided

that the issuer is a company whose capital and reserves amount at least to ten million euros (EUR 10,000,000.-) and which presents and publishes its annual accounts in accordance with Fourth Directive 78/660/EEC, is an entity which, within a group of companies which includes one or several listed companies, is dedicated to the financing of the group or is an entity which is dedicated to the financing of securitisation vehicles which benefit from a banking liquidity line. The Subfunds may invest in accordance with the principle of risk-spreading up to 100% of its assets in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union or public international bodies of which one or more Member States of the European Union are members.

The CSSF shall grant such an authorisation only if it considers that shareholders in the UCITS have protection equivalent to that of unit-holders in UCITS complying with the limits laid down in Articles 43 and 44 of the Law of 2002.

The Subfunds must hold securities from at least six different issues, but securities from any one issue may not account for more than 30% of the total amount.

Art. 18. Investment Advisor. The Board of the Company may appoint an investment advisor (herein after the "Investment Advisor") who shall supply the Company with recommendation and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 17 hereof.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest different to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "conflict of interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the Investment Managers, the Investment Advisors, the Custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board on its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The accounting data related in the Annual Report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the law of December 20, 2002 regarding undertakings for collective investment.

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 22. Representation. The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. General Meetings. The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at Luxembourg-City at a place specified in the notice of meeting, on the 15th of April each year at 4 p.m.

If such day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The

giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued, the notice of meeting shall, in addition, be published as provided for by law in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share in whatever Subfund and class, regardless of the Net Asset Value per share of such class within such Subfund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. Only full shares are entitled to vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Resolutions concerning the interests of shareholders of the Company shall be taken in a general meeting and resolutions concerning the particular rights of the shareholders of one specific Subfund shall, in addition, be taken by this Subfund's general meeting.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

As long as the share capital is divided into different Subfunds, the rights attached to the shares of any Subfund (unless otherwise provided by the terms of issue of the shares of the Subfund) may, whether or not the Company is being wound up, be varied with the sanction of a resolution passed at a separate general meeting of the holders of the shares of that Subfund by a majority of two-thirds of the votes cast at such separate general meeting. To every such separate general meeting the provisions of these Articles relating to general meeting shall mutatis mutandis apply, but so that the minimum necessary quorum at every such separate general meeting shall be holders of the shares of the relevant Subfund present in person or by proxy holding not less than one-half of the issued shares of that Subfund (or, if at any adjourned Subfund meeting the number of holders or quorum as defined above is not present, any one person present holding shares of that Subfund or his proxy shall be quorum).

Art. 24. Liquidation and Merging of Subfunds. Upon proposal by the Board, the general meeting of the shareholders of a Subfund can reduce the capital of the Company by cancellation of all the shares issued by this Subfund and refund to the shareholders the net asset value of their shares. The net asset value is calculated for the day on which the decision shall take effect, taking into account the actual price realised on liquidating the Subfund's assets and any costs arising from this liquidation.

In the event that for any reason the value of the assets in any Subfund or of any class(es) of shares has decreased to an amount determined by the Board of Directors from time to time to be the minimum level for such Subfund or such class(es) of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the Subfund concerned would have material adverse consequences on the investments of that Subfund, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant class(es) issued in such Subfund at the net asset value per share calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The shareholders will be informed of the general meeting's decision or the Board's decision to withdraw shares of a specific Subfund, as the case may be, via a corresponding bulletin published in the "Mémorial" and the "Luxemburger Wort" in Luxembourg. The countervalue of the net asset value of shares liquidated which have not been presented by shareholders for redemption shall be deposited with the Custodian for a period of six months; after such period, the liquidation proceeds not distributed will be deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg until expiry of the legal prescription period.

Under the same circumstances as provided in the second paragraph of this Article, the Board may decide the cancellation of shares of a specified Subfund or Subfunds and the allocation of shares/units to be issued by another Subfund or another UCI (Undertaking for collective Investment) organised under Part I of Law of 2002. Notwithstanding the powers conferred to the Board in this paragraph, the decision of a merger as described herein may also be taken by a general meeting of the shareholders of the Subfund concerned. The shareholders will be informed of the decision to merge in the same way as previously described for the withdrawal of shares.

During the month following the publication of such a decision, shareholders are authorised to redeem all or part of their shares at their net asset value - free of charge - in accordance with the guidelines outlined in article 8. Shares not presented for redemption will be exchanged on the basis of the net asset value of the corresponding Subfund shares calculated for the day on which this decision will take effect. In the case where the units to be allocated are units of a

collective investment fund, the decision is binding only for the shareholders who voted in favour of the allocation. At the general meeting referred to in the preceding paragraphs, there is no minimum quorum required and decisions can be taken with a simple majority of shares present or represented.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of each Subfund shall, within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board to declare distributions, provided, however, that the minimum capital of the Company does not fall below the prescribed minimum capital.

The Board may decide to pay or distribute interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

The payment of any distributions shall be made to the address indicated on the register of shareholders in case of registered shares and upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefore designated by the Company in case of bearer shares.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board shall determine from time to time.

The general meeting of shareholders or the Board may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Payment of dividends to holders of bearer shares, and notice of declaration of such dividends, will be made to such shareholders in the manner determined by the Board from time to time in accordance with Luxembourg Law.

A dividend declared but not paid on a share cannot be claimed by the holder of such share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Board has waived or extended such period in respect of all shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the relevant class within the relevant Subfund of the Company. The Board shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Company to perfect such reversion. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection.

Title V. Final Provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2002.

If the Custodian desires to retire, the Board shall use its best endeavours to find a successor Custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 29 hereof.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the shareholders holding one fourth of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 30. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

The term "business day" referred to in this document, shall mean the usual bank business days (i.e. each day on which banks are opened during normal business hours) in Luxembourg with the exception of some non-regulatory holidays.

Art. 31. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the Law of 2002 regarding undertakings for collective investment as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

- 1.- The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2009.
- 2.- The first annual general meeting will be held on 15 April, 2010.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Shareholders	Subscribed and fully paid in capital	Number of shares
Catella Capital AB, prenamed	295,000.- EUR	295 (two hundred and ninety-five)
Catella Kapitalförvaltning AB, prenamed	5,000.- EUR	5 (five)
Total:	300,000.- EUR	300 (three hundred)

All these shares are fully paid up by payments in cash such that the sum of three hundred thousand euros (300,000.- EUR) is from now on at the free disposal of the company, proof whereof having been given to the officiating notary, who bears witness expressly to this fact.

Statement

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in article 26, 26-3 and 26-5 of the law of August 10, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Costs

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at 3,500.-.

Extraordinary General Meeting

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to hold a general meeting of shareholders which resolved as follows:

1.- The following are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at December 31, 2009:

1) Stefan Widenfelt, Managing Director, Catella Kapitalförvaltning AB, Stockholm, Sweden, with professional address at Birger Jarls gatan 6, 10390 Stockholm, born in Askim, Sweden, on February 11, 1959.

2) Lena Andersson, Head of Fund Administration, Catella Fondförvaltning AB, Stockholm, Sweden, with professional address at Birger Jarls gatan 6, 10390 Stockholm, born in Farsta, Sweden, on May 21, 1959.

3) Michaela Imwinkelried, Executive Director, UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., Luxembourg, with professional address at L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy, born in Reiden, Switzerland, on August 28, 1973.

2.- The following is elected as independent auditor for the same period of time as the members of the board:

Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, RCS Luxembourg B 67.895

3.- The address of the Company is set at 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergence between the English text and the German translation, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

The document having been given for reading to the person appearing, who signed together with the notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausendneun, am dreizehnten Juli.

Sind vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxembourg (Grossherzogtum Luxemburg) erschienen:

1. Catella Capital AB, mit Gesellschaftssitz in Birger Jarls gatan 6, 10390 Stockholm, Schweden, hier ordnungsgemäss vertreten durch Martin Rausch, beruflich ansässig in 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, in Ausübung einer am 3. Juli 2009 in Stockholm ausgestellten Vollmacht.

2. Catella Kapitalförvaltning AB, mit Gesellschaftssitz in Birger Jarls gatan 6, 10390 Stockholm, Schweden, hier ordnungsgemäss vertreten durch Martin Rausch, beruflich ansässig in 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, in Ausübung einer am 3. Juli 2009 in Stockholm ausgestellten Vollmacht.

Die erteilten Vollmachten, die von den erschienenen Parteien sowie vom unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet wurden, werden der vorliegenden Urkunde als Anhang beigefügt und den Registrierungsbehörden gleichzeitig mit dieser vorgelegt.

Die erschienenen Parteien haben den Notar beauftragt, die folgende Satzung einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable), die sie bilden, notariell zu beurkunden.

Titel I. Name - Sitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Name. Zwischen den gegenwärtigen Zeichnern von Aktien und den nachfolgenden Eigentümern zukünftig auszubehender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") unter dem Namen "Catella SICAV" (nachfolgend die "Gesellschaft").

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Filialen, Niederlassungen oder sonstige Büros können per Beschluss des Verwaltungsrats sowohl im Grossherzogtum Luxemburg als auch im Ausland (jedoch nicht in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien und Besitztümern) errichtet werden.

Sollten nach Ansicht des Verwaltungsrats aussergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, die die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation mit diesem Sitz oder zwischen dem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser anormalen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Massnahme hat keine Auswirkung auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Aktionäre, der in der gesetzlich geforderten Form für eine Änderung dieser Satzung getroffen wird, aufgelöst werden.

Art. 4. Zweck. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr verfügbaren Gelder in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten im Rahmen der vom Verwaltungsrat gemäss Artikel 17 dieser Satzung festgelegten Anlagepolitik und den Beschränkungen mit dem Ziel der Risikostreuung und der Beteiligung ihrer Aktionäre an den Erträgen aus der Verwaltung des in den Teilfonds der Gesellschaft enthaltenen Vermögens.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2002") bzw. etwaige Ersatzbestimmungen oder Änderungen desselben alle Massnahmen ergreifen und alle Geschäfte durchführen, die sie für die Erfüllung und Durchführung ihres Zwecks erforderlich erachtet.

Titel II. Gesellschaftskapital - Aktien - Netto-Inventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtnettovermögen aller Teilfonds der Gesellschaft gemäss Artikel 10 dieser Satzung und besteht in Form von voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert in verschiedenen Klassen, die der Verwaltungsrat innerhalb des betreffenden Teilfonds auszugeben beschliesst.

Der Verwaltungsrat kann gemäss Artikel 7 entscheiden, ob und wann Aktien verschiedener Klassen zu den von ihm festgelegten Bedingungen zur Zeichnung angeboten werden. Für jeden Teilfonds bzw. für zwei oder mehr Aktienklassen wird gemäss Artikel 10 dieser Satzung ein Portfolio eingerichtet.

Diese Aktien können, auf Entscheidung des Verwaltungsrats verschiedenen, Klassen in getrennten Vermögensportfolios (jeweils ein "Teilfonds") angehören (die auf Entscheidung des Verwaltungsrats in unterschiedlichen Währungen denominiert sein können), und die Erträge aus der Ausgabe der Aktien jedes Teilfonds werden nach Artikel 4 dieser Satzung ausschliesslich zugunsten des jeweiligen Teilfonds in übertragbaren Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt. Dies erfolgt zu gegebener Zeit auf Entscheidung des Verwaltungsrats für jeden Teilfonds.

Gegenüber den Gläubigern tritt der Fonds als einheitliche Rechtsperson auf. Das Vermögen eines bestimmten Teilfonds darf nur für die Schulden, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen dieses Teilfonds verwendet werden. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als getrennte Einheit betrachtet.

Die Gesellschaft hat in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes von 2002 keinen Hauptverwalter ernannt. Die Gesellschaft hat daher die Form einer selbstverwalteten Investmentgesellschaft, wie im Gesetz von 2002 definiert.

Das Mindestkapital wird sich auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- EUR) belaufen und muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Das Anfangskapital beläuft sich auf dreihunderttausend Euro (300.000,- EUR), unterteilt in dreihundert (300) vollständig eingezahlte Aktien ohne Nennwert.

Die Gesellschaft ist befugt, ihre Aktien zu jeder Zeit für eigene Rechnung zu erwerben.

Art. 6. Form der Aktien. Der Verwaltungsrat kann festlegen, ob die Gesellschaft Aktien als Inhaber- und/oder Namensaktien ausgibt.

Es werden Aktienzertifikate (nachfolgend als "Zertifikate" bezeichnet) der jeweiligen Klasse jedes Teilfonds ausgegeben. Im Falle der Ausgabe von Inhabertzertifikaten werden diese Zertifikate in den vom Verwaltungsrat festgelegten Währungen und mit Kupons ausgegeben.

Die Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt oder per Telefax erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann jedoch durch eine andere vom Verwaltungsrat ordnungsgemäss dazu bevollmächtigte Person geleistet werden. Sie hat in diesem Fall schriftlich zu erfolgen.

Die Gesellschaft kann vorläufige Zertifikate in einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Form ausgeben.

Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in ein Aktienregister (nachfolgend das "Register") eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu von der Gesellschaft beauftragten Personen geführt wird; die Eintragung gibt Auskunft über den Namen jedes Eigentümers der Namensaktien, über seinen Wohnsitz oder seinen von ihm gewählten Aufenthalt, wie dieser der Gesellschaft mitgeteilt wurde, über die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und über den auf jede dieser Aktien eingezahlten Betrag.

Im Falle der Ausgabe von Inhaberaktien können auf Antrag des Eigentümers der jeweiligen Aktien, Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt gegebenenfalls durch Annullierung des Namenszertifikats und Ausgabe von einem oder mehreren Inhabertzertifikaten an dessen Statt. Zum Nachweis der Annullierung ist ein Eintrag im Aktienregister vorzunehmen. Ein Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt gegebenenfalls durch Annullierung des Inhabertzertifikats und, falls gefordert, Ausgabe von einem oder mehreren Namenszertifikaten an dessen Statt. Zum Nachweis der Ausgabe ist ein Eintrag im Aktienregister vorzunehmen. Die Kosten für einen Umtausch können durch Beschluss des Verwaltungsrats dem antragstellenden Aktieninhaber belastet werden.

Vor der Ausgabe von Inhaberaktien und vor Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien kann die Gesellschaft die Vorlage von für den Verwaltungsrat akzeptablen Zusicherungen fordern, dass die Ausgabe bzw. der Umtausch nicht dazu führen, dass Aktien in den Besitz von dazu nicht berechtigten Personen gemäss Artikel 9 dieser Satzung gelangen.

Im Fall von Inhaberaktien kann die Gesellschaft den Inhaber als Eigentümer der Aktien betrachten. Im Fall von Namensaktien bildet die Eintragung des Namens des Aktionärs in das Register den Nachweis seines Eigentumsrechts an solchen Namensaktien. Die Gesellschaft legt fest, ob ein Zertifikat über diesen Eintrag an den Aktionär ausgestellt wird oder ob dieser eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung als Aktionär der Gesellschaft erhält.

Im Falle der Ausgabe von Inhaberaktien erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (i) soweit Zertifikate ausgegeben wurden, gegen Übergabe an die Gesellschaft des Zertifikats oder der Zertifikate, die die Aktien repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen, und (ii) soweit keine Zertifikate ausgegeben wurden, durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung in das Aktienregister, die durch den Übertragenden und den Empfänger oder ordnungsgemäss hierzu Bevollmächtigte datiert und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird im Aktienregister eingetragen.

Aktionäre, die berechtigt sind, Namensaktien zu erhalten, müssen der Gesellschaft eine Adresse angeben, an die sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Aktienregister eingetragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird und die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, die von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen ist oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikats, das als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat, das durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Zertifikate können von der Gesellschaft annulliert und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach ihrem Ermessen dem Aktionär die Kosten eines Ersatzzertifikats auferlegen sowie alle anderen zu Lasten der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe des Ersatzzertifikats und seiner Eintragung im Aktienregister oder im Zusammenhang mit der Vernichtung des alten Zertifikats angefallenen angemessenen Auslagen verlangen.

Die Gesellschaft anerkennt lediglich einen einzigen Eigentümer pro Aktie. Wenn das Eigentum an einer oder mehreren Aktie(n) zur gesamten Hand besteht oder strittig ist, so müssen die Personen, die ein Recht an der Aktie behaupten, einen einzigen Bevollmächtigten bestellen, der die Rechte an der Aktie gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt. Ist kein solcher Bevollmächtigter bestellt, wird die Ausübung aller Rechte an der Aktie suspendiert.

Die Gesellschaft kann beschliessen, Aktienbruchteile auszugeben. Der Bruchteil einer Aktie verleiht kein Stimmrecht, gibt jedoch ein Recht auf eine entsprechende Beteiligung am Nettovermögen der Gesellschaft. Im Falle von Inhaberaktien werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe und Umtausch von Aktien.

Ausgabe von Aktien

Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, jederzeit zusätzliche voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert in einer beliebigen Klasse eines beliebigen Teilfonds auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Bei der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft wird der Nettoinventarwert pro Aktie gemäss Artikel 10 dieser Satzung berechnet. Der Ausgabepreis der Aktien basiert auf dem gemäss Artikel 10 dieser Satzung ermittelten Nettoinventarwert pro Aktie der betreffenden Klasse des jeweiligen Teilfonds zuzüglich zusätzlicher Aufgelder oder Kosten, die vom Verwaltungsrat festgelegt und im aktuellen Verkaufsprospekt angegeben werden. Steuern, Provisionen oder andere Gebühren, die gegebenenfalls in den jeweiligen Ländern anfallen, in denen die Aktien der Gesellschaft ausgegeben werden, werden ebenfalls erhoben.

Aktien werden nur nach Zeichnungsgenehmigung und vorbehaltlich der Zahlung des Ausgabepreises ausgegeben. Der Zeichner erhält nach Zeichnungsgenehmigung und vorbehaltlich der Zahlung des Ausgabepreises umgehend das Eigentumsrecht an den von ihm erworbenen Aktien.

Für Anträge, die bei den Zahl- und Vertriebsstellen während der normalen Geschäftszeit an einem bestimmten Berechnungstag in Luxemburg eingehen, gilt der am folgenden Berechnungstag in Luxemburg berechnete Ausgabepreis. Anträge sind in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds oder in einer anderen Währung, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, zur Zahlung einzureichen.

Für Ausgabe- und Umtauschanträge, die bei den Zahl- und Vertriebsstellen nach Ablauf des oben genannten Termins eingehen, gilt der am folgenden Berechnungstag in Luxemburg berechnete Ausgabe- bzw. Umtauschpreis.

Der Verwaltungsrat kann an ein ordnungsgemäss bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, einen Geschäftsführer, einen leitenden Angestellten oder an einen anderen ordnungsgemäss bevollmächtigten Beauftragten die Befugnis delegieren, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für diese neu ausgegebenen Aktien entgegenzunehmen und diese auszuhändigen.

Die Gesellschaft kann in ihrem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Zeichnungen gegen Sachleistungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sachanlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds stehen. Ausserdem werden diese Anlagen durch den von der Gesellschaft beauftragten Abschlussprüfer geprüft.

Die Gesellschaft kann im Rahmen ihrer Verkaufstätigkeit und in ihrem eigenen Ermessen gegenüber natürlichen oder juristischen Personen in bestimmten Ländern und Gebieten, gemäss Artikel 11 dieser Satzung die Ausgabe von Aktien einstellen, Kaufanträge ablehnen und die Ausgabe für eine bestimmte Zeit oder dauerhaft aussetzen oder beschränken. Die Gesellschaft kann auch jederzeit Aktien von Aktionären, die vom Erwerb oder Besitz von Aktien der Gesellschaft ausgenommen sind, zwangsweise zurückkaufen.

Umtausch von Aktien

Jeder Aktionär kann den Umtausch aller oder eines Teils seiner zu einem bestimmten Teilfonds gehörenden Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds verlangen, sofern die Ausgabe von Aktien dieses Teilfonds nicht ausgesetzt wurde und unter der Voraussetzung, dass der Verwaltungsrat Beschränkungen u.a. hinsichtlich der Möglichkeit und Häufigkeit des Umtauschs auferlegen und den Umtausch von der Zahlung einer angemessenen Gebühr abhängig machen kann, die von ihm festzulegen und im aktuellen Verkaufsprospekt zu veröffentlichen ist. Die Aktien werden auf der Grundlage einer vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festgelegten Umrechnungsformel umgetauscht, die im aktuellen Verkaufsprospekt der Gesellschaft veröffentlicht wird.

Vorbehaltlich anderslautender Bestimmungen durch den Verwaltungsrat und deren ordnungsgemässer Veröffentlichung im aktuellen Verkaufsprospekt können die Aktionäre keine Aktien einer Klasse in Aktien einer anderen Klasse des jeweiligen Teilfonds oder eines anderen Teilfonds umtauschen.

Der Verwaltungsrat kann den Umtausch einer oder mehrerer Klassen von Aktien eines Teilfonds in Aktien einer anderen Klasse desselben Teilfonds beschliessen, wenn der Verwaltungsrat der Ansicht ist, dass es wirtschaftlich nicht mehr sinnvoll ist, diese Klasse(n) von Aktien weiterzuführen.

Während des Monats nach der Veröffentlichung eines solchen Beschlusses gemäss Artikel 24 dieser Satzung sind die Inhaber von Aktien dieser Klasse berechtigt, ihre Aktien ganz oder teilweise in Einklang mit den in Artikel 8 dargelegten Richtlinien - gebührenfrei - zu dem dann geltenden Nettoinventarwert zur Rücknahme einzureichen.

Nicht zur Rücknahme eingereichte Aktien werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts der entsprechenden Klasse von Aktien, der für den Tag des Inkrafttretens des Beschlusses berechnet wurde, umgetauscht.

Für die Einreichung der Umtauschanträge gelten die gleichen Modalitäten wie für die Ausgabe und Rücknahme von Aktien. Dieser Umtausch erfolgt zum gerundeten Nettoinventarwert, gegebenenfalls zuzüglich anfallender Gebühren und Transaktionsabgaben. Die Vertriebsstelle kann jedoch eine von der Gesellschaft festgelegte Verwaltungsgebühr erheben.

Art. 8. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien durch die Gesellschaft gemäss den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegten Bedingungen und Verfahren und im Rahmen der Beschränkungen im Gesetz oder in dieser Satzung verlangen.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds oder in einer anderen Währung, die zu gegebener Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann. Sie erfolgt innerhalb einer vom Verwaltungsrat festgelegten Zeit.

Der Rücknahmepreis basiert auf dem Nettoinventarwert pro Aktie abzüglich einer gegebenenfalls vom Verwaltungsrat festgelegten Rücknahmegebühr, deren Betrag im Verkaufsprospekt für die Aktien angegeben ist. Darüber hinaus werden Steuern, Provisionen oder andere Gebühren erhoben, die gegebenenfalls in den jeweiligen Ländern anfallen, in denen die Aktien der Gesellschaft ausgegeben werden.

Falls die Erfüllung eines Rücknahmeantrags dazu führt, dass die Anzahl von Aktien oder der Gesamtnettowert der Aktien eines Aktionärs unter eine Anzahl oder einen Wert fällt, die der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festlegt, so kann die Gesellschaft entscheiden, diesen Antrag als Antrag auf Rücknahme sämtlicher verbleibender Aktien dieses Aktionärs zu behandeln.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat dann, wenn an einem bestimmten Berechnungstag die entsprechend den Bestimmungen dieses Artikels eingereichten Rücknahme- und Umtauschanträge eine bestimmte, im Hinblick auf die Zahl der in Umlauf befindlichen Aktien eines Teilfonds vom Verwaltungsrat festgelegte Schwelle überschreiten, beschliessen, dass die Rücknahme oder der Umtausch aller oder eines Teils dieser Aktien für eine vom Verwaltungsrat festgelegte Frist und zu vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen des jeweiligen Teilfonds festgelegten Bedingungen verschoben wird. Diese Anträge auf Rücknahme oder Umtausch von Aktien werden an dem dieser Frist folgenden Berechnungstag vorrangig gegenüber den später eingereichten Anträgen behandelt.

Ein Rücknahmeantrag ist unwiderruflich, ausser im Fall und während einer Aussetzung der Rücknahme. Derartige Rücknahmeanträge sind vom jeweiligen Aktionär schriftlich (für diesen Zweck ist die Einreichung per Telegramm, Telex, Telefax oder mit einem ähnlichen Kommunikationsmittel zulässig, die jedoch nachfolgend schriftlich bestätigt werden muss) am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder bei einer anderen Person oder Organisation, die gegebenenfalls von der Gesellschaft als Vertreter für die Rücknahme von Aktien ernannt wurde, einzureichen. Zusammen mit dem Antrag sind die Aktienzertifikate in ordnungsgemässer Form sowie der ordnungsgemässe Nachweis der Übertragung oder Zuteilung einzureichen.

Der Verwaltungsrat kann, wenn er dies für angemessen hält, Beschränkungen für die Rücknahme von Aktien auferlegen. Er kann insbesondere beschliessen, dass Aktien in einem Zeitraum bzw. unter Umständen, die zu gegebener Zeit festgelegt und in den Verkaufsunterlagen für die Aktien veröffentlicht werden, nicht rücknahmefähig sind.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Gesellschaft beschliessen, Rücknahmeanträge erst dann auszuführen, wenn die jeweiligen Vermögenswerte der Gesellschaft ohne unnötige Verzögerung verkauft worden sind. Nach der Zahlung des Rücknahmepreises verliert die entsprechende Aktie der Gesellschaft ihre Gültigkeit.

Alle zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Die Gesellschaft kann in ihrem eigenen Ermessen auf Anfrage des Anlegers Rücknahmen gegen Sachleistungen akzeptieren. Ausserdem (1) dürfen diese Rücknahmen keine negative Auswirkung auf die übrigen Anleger haben und (2) werden diese Rücknahmen durch den von der Gesellschaft beauftragten Abschlussprüfer geprüft.

Art. 9. Einschränkungen in Bezug auf den Besitz von Aktien. Die Gesellschaft kann den Besitz ihrer Aktien im Hinblick auf jede Person, Firma oder Gesellschaft einschränken oder untersagen, insbesondere Personen, die gegen das Gesetz oder die Vorschriften eines Landes oder einer staatlichen Behörde verstossen haben, sowie Personen, die kraft eines solchen Gesetzes oder der Vorschriften eines Landes oder einer staatlichen Behörde nicht zum Besitz solcher Aktien befugt sind, oder wenn nach Ansicht der Gesellschaft ein solcher Besitz für die Gesellschaft schädlich sein könnte, wenn ein solcher Besitz eine Verletzung luxemburger oder ausländischer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften nach sich zöge oder wenn die Gesellschaft aufgrund eines solchen Besitzes einem anderen als dem luxemburger Recht (einschliesslich des Steuerrechts jedoch ohne Beschränkung hierauf) unterläge.

Insbesondere, aber ohne Einschränkung darauf, kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien an der Gesellschaft durch nicht befugte Personen gemäss diesem Artikel einschränken. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

A.- die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Aktienübertragung verweigern, sofern diese Eintragung oder Übertragung offenbar zur Folge hätte oder haben könnte, dass die Aktie in das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Person übergehen könnte, die vom Besitz der Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist oder einen höheren Prozentsatz am Kapital besitzen würde, als vom Verwaltungsrat festgelegt ("nicht befugte Person"), und

B.- zu jeder Zeit von jeder im Aktienregister eingetragenen Person oder von jeder anderen Person, die die Eintragung der Aktienübertragung in das Aktienregister beantragt, verlangen, alle Informationen, belegt durch eine eidesstattliche Erklärung, vorzulegen, die sie als notwendig erachtet, um festzustellen, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien des

betreffenden Aktionärs bei einer befugten Person liegt oder unter Umständen bei einer Person liegt, die vom Besitz der Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist, und

C.- die Stimme einer Person auf jeder Versammlung der Aktionäre der Gesellschaft ablehnen, wenn die Person vom Besitz von Aktien der Gesellschaft ausgeschlossen ist, und

D.- wenn sie den Eindruck hat, dass das wirtschaftliche Eigentum von Aktien bei einer nicht befugten Person allein oder gemeinsam mit einer anderen Person liegt, den betreffenden Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft den Nachweis über den Verkauf innerhalb von dreissig (30) Tagen nach der Anweisung vorzulegen. Kommt der Aktionär dieser Anweisung nicht nach, kann die Gesellschaft alle im Besitz dieses Aktionärs befindlichen Aktien in folgender Weise zwangsweise zurückkaufen bzw. den Rückkauf veranlassen:

(1) die Gesellschaft stellt dem Aktionär, der diese Aktien besitzt oder im Aktienregister als Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien erscheint, eine Mitteilung (nachfolgend "Rückkaufmitteilung" genannt) zu, worin die zurückzukaufenden Aktien wie oben erwähnt, die für den Rückkaufpreis angewandte Berechnungsmethode und der Name des Käufers aufgeführt sind.

Eine solche Rückkaufmitteilung kann dem Aktionär per Einschreiben an die zuletzt bekannte Adresse oder die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse zugestellt werden. Der Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft das oder die Aktienzertifikat(e) für die in der Rückkaufmitteilung angegebenen Aktien umgehend zu übergeben.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss des Tages, der in der Rückkaufmitteilung bezeichnet wird, ist der betreffende Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien; sofern es sich um Namensaktien handelt, wird sein Name aus dem Register getilgt; sofern es sich um Inhaberaktien handelt, werden die Zertifikate, die diese Aktien vertreten, annulliert.

(2) Der Preis, zu dem die in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien zurückgekauft werden ("Rückkaufpreis") wird auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Aktie zu dem vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien bestimmten Berechnungstag, der unmittelbar dem Datum der Rückkaufmitteilung vorangeht oder unmittelbar der Einreichung der Zertifikate über die in der Mitteilung bezeichneten Aktien nachfolgt, berechnet, wobei gemäss Artikel 8 der niedrigere Preis zugrunde gelegt wird und ein Abzug der gegebenenfalls vorgesehenen Gebühren erfolgt.

(3) Die Zahlung des Rückkaufpreises an den ehemaligen Aktionär erfolgt normalerweise in einer Währung, die der Verwaltungsrat für die Zahlung des Rückkaufpreises der Aktien der Gesellschaft bestimmt; der Betrag wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder im Ausland (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung) hinterlegt, nach Bestimmung des definitiven Rückkaufpreises und Einreichung des oder der in der Rückkaufmitteilung angegebenen Aktienzertifikats/e einschliesslich der noch nicht fälligen Ertragssscheine. Nach Zustellung der oben genannten Rückkaufmitteilung erlischt die Beteiligung des ehemaligen Eigentümers an den Aktien und jeder Anspruch gegenüber der Gesellschaft oder ihren Vermögenswerten, ausgenommen das Recht des Aktionärs, nach erfolgter Einreichung der Zertifikate den Rückkaufpreis (zinslos) von einer Bank wie oben erwähnt entgegenzunehmen. Ansprüche eines Aktionärs auf Mittel im Rahmen dieses Abschnitts, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung angegebenen Termin geltend gemacht wurden, können nicht mehr eingefordert werden, und die entsprechenden Vermögenswerte fallen wieder dem betreffenden Teilfonds zu. Der Verwaltungsrat ist befugt, zu gegebener Zeit alle erforderlichen Massnahmen zu ergreifen, um diese Rückführung zu perfektionieren und im Namen der Gesellschaft sämtliche diesbezüglichen Handlungen zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse seitens der Gesellschaft, die ihr Kraft dieses Artikels gewährt werden, ist nicht in Frage zu stellen oder in irgendeinem Fall auf der Grundlage für ungültig zu erklären, dass unzureichende Nachweise des Eigentums an den Aktien durch eine Person vorlagen oder dass das wahre Eigentum an den Aktien nicht so bestand, wie es der Gesellschaft zum Datum der Rückkaufmitteilung erschien, vorausgesetzt, dass in diesem Fall die o.g. Befugnisse von der Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt wurden.

Art.10. Nettoinventarwert pro Aktie, Ausgabe- und Rücknahmepreis. Der Nettoinventarwert sowie Ausgabe- und Rücknahmepreis pro Aktie eines jeden Subfonds bzw. einer jeden Aktienklasse in den jeweiligen Rechnungswährungen, in welchen die unterschiedlichen Subfonds bzw. Aktienklassen ausgewiesen sind, ausgedrückt und an jedem Geschäftstag ermittelt, indem das gesamte Nettovermögen pro Subfonds, welches jeder Aktienklasse zuzurechnen ist, durch die Anzahl der ausgegebenen Aktien der jeweiligen Aktienklasse dieses Subfonds geteilt wird. Der Prozentsatz des Nettoinventarwertes, welcher den jeweiligen Aktienklassen eines Subfonds zuzurechnen ist, wird, unter Berücksichtigung der der jeweiligen Aktienklasse belasteten Kommissionen, durch das Verhältnis der ausgegebenen Aktie jeder Aktienklasse gegenüber der Gesamtheit der ausgegebenen Aktien des Subfonds bestimmt und ändert sich jedes Mal, wenn eine Ausgabe oder Rücknahme von Aktien stattfindet.

Falls an einem Handelstag die Summe der Zeichnungen bzw. Rücknahmen aller Aktienklassen eines Subfonds zu einem Nettokapitalzufluss bzw. -abfluss führt, kann der Nettoinventarwert des betreffenden Subfonds erhöht bzw. reduziert werden. Die maximale Anpassung beläuft sich auf 1% des Nettoinventarwertes. Berücksichtigt werden können sowohl die geschätzten Transaktionskosten und Steuerlasten, die dem Subfonds entstehen können, als auch die geschätzte Geld-/Briefspanne der Vermögenswerte, in die der Subfonds anlegt. Die Anpassung führt zu einer Erhöhung des Nettoinventarwertes, wenn die Nettobewegungen zu einem Anstieg aller Aktien des betroffenen Subfonds führen. Sie resultiert in einer Verminderung des Nettoinventarwertes, wenn die Nettobewegungen einen Rückgang der Aktien bewirken. Der Verwaltungsrat kann für jeden Subfonds einen Schwellenwert festsetzen. Dieser kann aus der Nettobewegung an einem

Handelstag im Verhältnis zum Nettofondsvermögen oder einem absoluten Betrag in der Währung des jeweiligen Subfonds bestehen. Eine Anpassung des Nettoinventarwertes würde somit erst erfolgen, wenn dieser Schwellenwert an einem Handelstag überschritten wird.

Anstelle der oben beschriebenen Anpassung des Nettoinventarwertes können dem Anleger, basierend auf dem Nettoinventarwert, die geschätzten Transaktionskosten und Steuerlasten, die dem Subfonds entstehen können, als auch die geschätzte Geld-/Briefspanne der Vermögenswerte, in die der Fonds anlegt, belastet werden.

Das Vermögen eines jeden Subfonds wird folgendermassen bewertet:

a) Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letztbekannten Marktpreisen bewertet. Falls diese Wertpapiere, Derivate oder andere Anlagen an mehreren Börsen notiert sind, ist der letzt verfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für diese Anlagen ist.

Bei Wertpapieren, Derivaten und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Gesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere und Anlagen auf Grund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere, Derivate und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letzt verfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.

b) Wertpapiere und andere Anlagen, welche nicht an einer Börse notiert sind, werden zu ihrem letzt erhältlichen Marktpreis bewertet; falls dieser nicht erhältlich ist, wird die Gesellschaft diese Wertpapiere gemäss anderen, von ihr zu bestimmenden Grundsätzen, auf der Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise, bewerten.

c) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die von der Gesellschaft und dem Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist, nachvollzogen.

d) Anteile anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) werden zu ihrem letztbekannten Nettoinventarwert bewertet.

e) Bei Geldmarktinstrumenten wird ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

f) Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Derivate und andere Anlagen, die auf eine andere Währung als die Rechnungswährung des entsprechenden Subfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, welcher von externen Kurslieferanten bezogen wird, bewertet.

g) Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

h) Der Wert der Tauschgeschäfte wird von der Gegenpartei des Swaps berechnet, ausgehend vom aktuellen Wert (Net Present Value) von allen Cashflows, sowohl In- wie Outflows. Diese Bewertungsmethode ist von der Gesellschaft anerkannt und vom Wirtschaftsprüfer geprüft.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Massgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

Bei ausserordentlichen Umständen können im Verlaufe des Tages weitere Bewertungen vorgenommen werden, die für die anschliessende Ausgabe und Rücknahme der Aktien massgebend sind.

Art. 11. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie sowie der Ausgabe und Rücknahme von Aktien. Der Nettoinventarwert pro Aktie und der Preis für die Ausgabe und Rücknahme der Aktien wird zu gegebener Zeit, mindestens jedoch zweimal monatlich gemäss Anordnung des Verwaltungsrats von der Gesellschaft oder einem von der Gesellschaft hierzu ernannten Vertreter ermittelt. Der Tag und Zeitpunkt dieser Berechnung wird in dieser Satzung als "Berechnungstag" bezeichnet.

Der Verwaltungsrat kann Beschränkungen hinsichtlich der Häufigkeit auferlegen, mit der Aktien ausgegeben werden. Insbesondere kann der Verwaltungsrat beschliessen, Aktien nur während einem oder mehreren Angebotszeiträumen oder mit einer anderen Häufigkeit auszugeben, die in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft angegeben ist.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Nettoinventarwertes pro Aktie sowie die Ausgabe, den Umtausch und den Rückkauf der Aktien eines Teilfonds zeitweise aussetzen:

a) Wenn eine oder mehrere wichtige Börsen oder andere Märkte, auf denen ein wesentlicher Teil des Vermögens der Gesellschaft notiert oder gehandelt wird, oder wenn die Devisenmärkte, die den Währungen entsprechen, auf die der Nettoinventarwert oder ein erheblicher Teil des Vermögens der Gesellschaft lautet, aus anderen Gründen als aufgrund allgemeiner Feiertage geschlossen sind, oder wenn die Transaktionen dort ausgesetzt oder Beschränkungen unterworfen wurden, vorausgesetzt, dass diese Schliessung, Einschränkung oder Aussetzung die Bewertung der dort notierten Vermögenswerte der Gesellschaft beeinträchtigt; oder

b) wenn Umstände bestehen, aufgrund derer der Verkauf bzw. die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft nicht ausgeführt werden kann oder ein derartiger Verkauf bzw. eine Bewertung nachteilig für die Interessen der Aktionäre wäre, oder

c) wenn die Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Bestimmung von Preis oder Wert der Vermögensanlagen der Gesellschaft oder der Kurse an einer Börse für die Vermögensanlagen dienen, ausser Funktion sind; oder

d) wenn der Wert einer Vermögensanlage der Gesellschaft aus irgendeinem anderen Grund nicht mit der notwendigen Geschwindigkeit oder Genauigkeit ermittelt oder bestimmt werden kann, oder

e) solange die Gesellschaft nicht in ausreichendem Umfang Gelder zur Zahlung für Rücknahmen der Aktien rückerhalten kann oder solange die Überweisung der betreffenden Gelder im Zusammenhang mit dem Erwerb von Vermögensanlagen oder der Zahlung für die Rücknahme von Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann;

f) bei Veröffentlichung der Einberufung einer Generalversammlung, die über die Auflösung der Gesellschaft entscheiden soll.

Eine solche Aussetzung ist gegebenenfalls von der Gesellschaft zu veröffentlichen und kann den Aktionären mitgeteilt werden, die einen Antrag auf Zeichnung, Umtausch oder Rücknahme von Aktien gestellt haben, für die die Berechnung des Nettoinventarwerts ausgesetzt wurde.

Titel III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus mindestens drei Mitgliedern, die keine Aktionäre sein müssen, zusammensetzt. Sie werden für einen Zeitraum von höchstens sechs Jahren gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung der Aktionäre gewählt. Letztere bestimmt ausserdem die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, deren Vergütung sowie ihre Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen und/oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitglieds können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder diese Stelle zeitweilig besetzen. Die Aktionäre treffen auf der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung bezüglich einer solchen Nominierung.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wählt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann aus seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende bestimmen. Ferner kann er einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende leitet alle Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit bestimmen die Aktionäre oder der Verwaltungsrat mehrheitlich ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle einer Generalversammlung, eine beliebige andere Person, um solche Versammlungen oder Sitzungen zu leiten. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschliesslich einen Geschäftsführer, beigeordnete Geschäftsführer sowie sonstige Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft für erforderlich hält. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen keine Mitglieder des Verwaltungsrats oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, ausser in Notfällen, in denen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ein anderes ähnliches Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, die zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ein anderes ähnliches Kommunikationsmittel zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestellen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung im Rahmen einer Telefonkonferenz oder vermittels anderer ähnlicher Kommunikationsmittel, die sicherstellen, dass alle an einer solchen Sitzung teilnehmenden Personen die jeweils anderen Personen hören können, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise steht der physischen Teilnahme an einer Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäss einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, ausser im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann rechtswirksam nur Beschlüsse treffen und Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat festgelegte Zahl an Verwaltungsratsmitgliedern anwesend oder vertreten sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrats sind vom jeweiligen Vorsitzenden, der die Sitzung geleitet hat, zu unterzeichnen. Kopien von Auszügen dieser Protokolle, die in Rechtsverfahren oder zu anderen Zwecken vorzulegen sind, sind von dem jeweiligen Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Beschlüsse in schriftlicher Form, die von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterzeichnet werden, haben die gleiche Gültigkeit wie Beschlüsse, die auf Verwaltungsratssitzungen gefasst werden. Jedes Verwaltungsratsmitglied hat einem solchen Beschluss schriftlich durch Telefon, Telex, Telefax oder ein anderes ähnliches Kommunikationsmittel zuzustimmen. Diese Zustimmung ist schriftlich zu bestätigen, und alle Unterlagen bilden den Nachweis, dass dieser Beschluss getroffen wurde.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen im Interesse der Gesellschaft in Einklang mit der in Artikel 17 dieser Satzung festgelegten Anlagepolitik durchzuführen.

Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung zugewiesenen Befugnisse sind dem Verwaltungsrat übertragen.

Art. 15. Gemeinsame Unterschrift. Gegenüber Dritten ist die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die alleinige bzw. gemeinsame Unterschrift von einem oder mehreren Vertretern, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, gebunden.

Art. 16. Übertragung der Befugnisse. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschliesslich des Rechts, als Zeichnungsbevollmächtigter der Gesellschaft aufzutreten) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszwecks an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen keine Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben und ihre Befugnisse an Dritte übertragen können, sofern sie vom Verwaltungsrat dazu befugt sind.

Art. 17. Anlagepolitik und -beschränkungen. Basierend auf dem Grundsatz der Risikostreuung ist der Verwaltungsrat befugt, die Anlagepolitik und -strategie der Gesellschaft sowie die Durchführung der Verwaltungs- und Geschäftsangelegenheiten der Gesellschaft festzulegen. Dabei gelten die Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat in Einklang mit dem Gesetz von 2002 festgelegt werden bzw. in den Gesetzen und Rechtsvorschriften jener Länder festgelegt sind, in denen die Aktien zum öffentlichen Verkauf angeboten werden, oder die zu gegebener Zeit durch Beschlüsse des Verwaltungsrats festzulegen und in den jeweiligen Verkaufsprospekten für das Angebot der Aktien zu beschreiben sind.

Bei der Festlegung und Umsetzung der Anlagepolitik kann der Verwaltungsrat veranlassen, dass das Vermögen der Gesellschaft angelegt werden darf in:

(1) Die Anlagen eines OGAW müssen ausschließlich bestehen aus:

- a) Wertpapieren, und Geldmarktinstrumenten die an einem geregelten Markt notiert sind oder gehandelt werden;
- b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;
- c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Staates außerhalb der Europäischen Union, amtlich notiert oder auf einem anderen geregelten Markt eines Staates außerhalb der Europäischen Union, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, sofern die Wahl dieser Börse oder dieses Marktes in den Gründungsurkunden der OGAW vorgesehen ist;
- d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern
 - die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird, und sofern die Wahl dieser Börse oder dieses Marktes in den Gründungsurkunden des OGAW vorgesehen ist;
 - die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.
- e) Anteilen von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen OGAW und/oder anderer OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat, sofern
 - diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der CSSF derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,
 - das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditge-

währung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind,

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

- der OGAW oder der andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf,

- f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder - falls der satzungsmäßige Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der CSSF denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind,

- g) abgeleiteten Finanzinstrumenten, einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den vorhergehenden Buchstaben a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivaten"), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz (1) oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der OGAW gemäß den in seinen Gründungsdokumenten genannten Anlagezielen investieren darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der CSSF zugelassen wurden, und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des OGAW zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können,

- h) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition des Artikels 1 des Gesetzes von 2002 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, diese Instrumente werden:

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den obenstehenden Buchstaben a), b) oder c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der CSSF mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der CSSF zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital (le capital et les réserves) von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Die Subfonds dürfen nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% seines Vermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Staat außerhalb der Europäischen Union oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden.

Die CSSF erteilt diese Genehmigung nur dann, wenn sie der Auffassung ist, dass die Aktionäre des betreffenden OGAW den gleichen Schutz genießen wie die Anteilhaber von OGAW, die die Grenzen der Artikel 43 und 44 des Gesetzes von 2002 einhalten.

Die Subfonds müssen Wertpapiere halten, die im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Gesamtbetrages ihres Vermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 18. Anlageberater. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann einen Anlageberater (nachfolgend der "Anlageberater") ernennen, der der Gesellschaft Empfehlungen und Beratung in Bezug auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 17 dieser Satzung bietet.

Art. 19. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder einem Unternehmen werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches

Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Ein Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft vertraglich oder anderweitig in Geschäftsbeziehung tritt, wird auf Grund dieser Zugehörigkeit zur betreffenden Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, über alle mit einem solchen Vertrag oder Geschäft verbundenen Fragen zu beraten, darüber abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein persönliches Interesse hat, das vom Interesse der Gesellschaft abweicht, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen, und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung der Aktionäre mitgeteilt.

Der Begriff "Interessenkonflikt" im Sinne des vorhergehenden Satzes bezieht sich nicht auf Geschäftsbeziehungen mit oder ohne Interesse an einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, in den/die die Vertriebsgesellschaft, die Anlagemanager, die Anlageberater, die Depotbank, die Vertriebsstellen sowie eine andere Person, Gesellschaft oder Organisation involviert sind, die zu gegebener Zeit vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

Art. 20. Entschädigung der Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft kann Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte und deren Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter gegenüber Ausgaben, die ihnen in angemessener Weise in Verbindung mit einem Rechtsstreit oder Rechtsverfahren, in die sie Kraft ihres jetzigen oder früheren Amtes als Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder auf Anforderung eines anderen Unternehmens, an dem die Gesellschaft beteiligt oder deren Gläubiger sie ist, und von dem sie kein Anrecht auf eine Entschädigung haben, schadlos halten, ausser in Bezug auf Angelegenheiten, hinsichtlich derer sie in einem solchen Rechtsstreit oder Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlichem Handeln endgültig als haftbar erklärt wird; im Falle eines Vergleichs erfolgt die Entschädigung nur in Verbindung mit Angelegenheiten, die durch den Vergleich abgedeckt werden und in Bezug auf die die Gesellschaft durch einen Rechtsanwalt die Zusicherung erhält, dass die schadlos zu haltende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Das vorgenannte Recht auf Schadloshaltung schliesst weitere Rechte nicht aus, auf die die Person eventuell Anspruch hat.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Finanzdaten sind von einem Wirtschaftsprüfer zu untersuchen ("Réviseur d'entreprises agréé"), der von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft vergütet wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt alle im Gesetz von 2002 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen beschriebenen Aufgaben.

Titel IV. Generalversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

Art. 22. Vertretung. Die Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft. Die Generalversammlung hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Art. 23. Generalversammlungen. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

Sie kann auch auf Ersuchen der Aktionäre, die wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Die Jahreshauptversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts am 15. April um sechzehn Uhr, an einem in der Einladung angegebenen Ort in Luxemburg-Stadt statt.

Wenn dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung am darauf folgenden Bankarbeitstag statt.

Andere Versammlungen der Aktionäre können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie es in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrats, die die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktienregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Zusendung der Einberufung an die Aktionäre muss auf der Generalversammlung nicht nachgewiesen werden. Der Verwaltungsrat erstellt die Tagesordnung, ausser wenn die Versammlung auf schriftliche Anfrage der Aktionäre einberufen wird. In diesem Fall kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung erstellen.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung gemäss den gesetzlichen Vorschriften zusätzlich im Amtsblatt "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen Zeitungen gemäss den Bestimmungen des Verwaltungsrats veröffentlicht.

Wurden alle Aktien als Namensaktien ausgegeben und erfolgt keine Veröffentlichung, kann die Einladung an die Aktionäre ausschliesslich per Einschreiben zugestellt werden.

Sind alle Aktionäre anwesend oder vertreten und erklären, sich als ordnungsgemäss geladen zu betrachten und von der zur Beratung unterbreiteten Tagesordnung Kenntnis gehabt zu haben, kann die Generalversammlung ohne Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen, die die Aktionäre im Hinblick auf die Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllen müssen, festlegen.

Die in einer Generalversammlung behandelten Fragen sind auf die in der Tagesordnung (die sämtliche gesetzlich erforderlichen Angaben enthält) aufgeführten und damit in Zusammenhang stehenden Punkte beschränkt.

Jede Aktie eines beliebigen Teilfonds und einer beliebigen Klasse berechtigt unabhängig vom Nettoinventarwert pro Aktie der Klasse innerhalb des Teilfonds gemäss luxemburgischem Recht und den Artikeln dieser Satzung zu einer Stimme. Nur ganze Aktien haben ein Stimmrecht. Ein Aktionär kann sich auf jeder Generalversammlung der Aktionäre durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person vertreten lassen, die kein Aktionär sein muss und Mitglied des Verwaltungsrats sein kann.

Beschlüsse, welche die Interessen der Aktionäre der Gesellschaft betreffen, sind in einer Generalversammlung und Beschlüsse, welche die Sonderrechte der Aktionäre eines spezifischen Teilfonds betreffen, zusätzlich in der Generalversammlung dieses Teilfonds zu fassen.

Sofern im Gesetz bzw. in dieser Satzung nicht anders vorgeschrieben, werden Beschlüsse der Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Solange das Gesellschaftskapital auf unterschiedliche Teilfonds aufgeteilt ist, können die mit den Aktien eines Teilfonds verbundenen Stimmrechte (sofern in den Ausgabebedingungen der Aktien dieses Teilfonds nicht anders vorgesehen) unabhängig davon, ob die Gesellschaft aufgelöst wird oder nicht, mittels eines mit einer Mehrheit von zwei Dritteln auf einer gesonderten Generalversammlung der Aktionäre dieses Teilfonds gefassten Beschlusses abgeändert werden. Auf jede separate Versammlung werden die Bestimmungen dieser Satzung, die sich auf die Generalversammlung beziehen, entsprechend angewendet, jedoch so, dass die notwendige Mindestbeschlussfähigkeit auf jeder solchen separaten Generalversammlung durch die Aktionäre der entsprechenden Teilfonds zustande kommt, die persönlich oder durch einen bevollmächtigten Vertreter anwesend sind und nicht weniger als die Hälfte der ausgegebenen Aktien dieses Teilfonds besitzen (oder wenn bei einer vertagten Versammlung eines Teilfonds oder einer Klasse von Aktien die Beschlussfähigkeit wie oben definiert nicht erreicht wird, bildet jede anwesende Person, die Aktien am betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Klasse von Aktien besitzt, oder der Stellvertreter dieser Person ein Quorum).

Art. 24. Auflösung und Zusammenlegung von Teilfonds. Auf Vorschlag des Verwaltungsrates kann die Generalversammlung der Aktionäre eines Teilfonds das Kapital der Gesellschaft durch Rücknahme aller von diesem Teilfonds ausgegebenen Aktien gegen Zahlung des Nettoinventarwertes ihrer Aktien an die Aktionäre reduzieren. Der Nettoinventarwert wird an dem Tag berechnet, an dem dieser Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung der Kurse und tatsächlich angefallenen Kosten im Zusammenhang mit der Realisierung der Vermögenswerte.

Sofern der Wert der Vermögenswerte eines Teilfonds oder einer oder mehrerer Klasse(n) von Aktien aus irgendeinem Grund unter einen Wert fällt, den der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit als Mindestwert festlegt, unterhalb dessen der Teilfonds oder die Klasse(n) von Aktien nicht mehr in wirtschaftlich effizienter Weise verwaltet werden kann oder sofern eine Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation eingetreten ist, die den jeweiligen Teilfonds betrifft und wesentliche ungünstige Auswirkungen auf die Anlagen dieses Teilfonds hat, kann der Verwaltungsrat beschliessen, alle Aktien der betreffenden Klasse(n) dieses Teilfonds zu ihrem Nettoinventarwert an dem Bewertungstag, an dem dieser Beschluss in Kraft tritt, zwangsweise zurückzukaufen.

Die Aktionäre werden über ein entsprechendes im "Mémorial" und im "Luxemburger Wort" in Luxemburg veröffentlichtes Bulletin gegebenenfalls über den Beschluss der Generalversammlung bzw. des Verwaltungsrats über die Rücknahme von Aktien eines spezifischen Teilfonds in Kenntnis gesetzt. Der Gegenwert des Nettoinventarwertes der liquidierten Aktien, die von den Aktionären nicht zur Rücknahme vorgelegt wurden, wird bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten hinterlegt. Nach Ablauf diese Frist werden die Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignation in Luxemburg bis zum Ablauf der gesetzlich vorgeschriebenen Frist hinterlegt.

Unter den im zweiten Abschnitt dieses Artikels genannten Umständen kann der Verwaltungsrat beschliessen, die Aktien eines oder mehrerer spezifischer Teilfonds zurückzunehmen und die Aktien einem anderen Teilfonds oder einem anderen OGA (Organismus für gemeinsame Anlagen) nach Luxemburger Recht zuzuweisen, der den Bestimmungen von Teil I des Gesetzes von 2002 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt. Unbeschadet der dem Verwaltungsrat in diesem Abschnitt übertragenen Befugnisse kann der Beschluss über eine Zusammenlegung wie darin beschrieben auch in der Versammlung der Aktionäre des betreffenden Teilfonds gefasst werden. Die Aktionäre werden über den Zusammenlegungsbeschluss auf die gleiche Weise wie bei der Rücknahme von Aktien informiert.

Während des Monats nach der Veröffentlichung eines solchen Beschlusses sind die Aktionäre berechtigt, ihre Aktien ganz oder teilweise im Einklang mit den in Artikel 8 dargelegten Richtlinien - gebührenfrei - zu dem dann geltenden Nettoinventarwert zur Rücknahme einzureichen. Nicht zur Rücknahme eingereichte Aktien werden auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der entsprechenden Aktien des Teilfonds, der für den Tag des Inkrafttretens des Beschlusses berechnet wurde, umgetauscht. Handelt es sich bei den zuzuordnenden Anteilen um Anteile eines OGA, ist der Beschluss nur für die Aktionäre bindend, die für die Zuordnung gestimmt haben. Für eine solche Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum erforderlich und die Beschlüsse können mit einfacher Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen werden.

Art. 25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag im Januar jeden Jahres und endet am letzten Tag im Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung der Aktionäre jedes Teilfonds entscheidet im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften über die Verwendung der Erträge der Gesellschaft und kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen beschliessen oder den Verwaltungsrat zu einer derartigen Entscheidung bevollmächtigen. Dabei darf das Mindestkapital der Gesellschaft nicht unter das vorgeschriebene Mindestkapital fallen.

Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen die Zahlung von Zwischendividenden beschliessen.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt, sofern es sich um Namensaktien handelt, an die im Verzeichnis der Aktionäre genannte Adresse und für Inhaberaktien gegen Vorlage des Dividendenkupons bei den von der Gesellschaft hierfür bezeichneten Zahlstellen.

Ausschüttungen können in der Währung und an solchen Orten und zu solchen Zeiten gezahlt werden, die der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festlegt.

Die Generalversammlung oder der Verwaltungsrat können entscheiden, statt der Auszahlung von Bardividenden Dividenden in Form von Gratisaktien zu den vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen auszuzahlen.

Auf von der Gesellschaft erklärte und zugunsten des Berechtigten bereitgestellte Ausschüttungen werden keine Zinsen bezahlt.

Die Zahlung von Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien sowie die Mitteilung über die Erklärung solcher Ausschüttungen an die Inhaber erfolgen in der vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festgelegten Form und in Einklang mit dem luxemburgischen Gesetz.

Jede erklärte, aber nicht gezahlte Ausschüttung, die vom Berechtigten nicht innerhalb von fünf Jahren nach Zuteilung eingefordert wurde, kann nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten der jeweiligen Klasse von Aktien des entsprechenden Teilfonds, sofern der Verwaltungsrat diese Frist für alle Aktien weder aufgehoben noch verlängert hat. Der Verwaltungsrat ist befugt, zu gegebener Zeit alle erforderlichen Massnahmen zu ergreifen und im Namen der Gesellschaft sämtliche Handlungen zu genehmigen, um diese Rückführung zu vollziehen. Auf von der Gesellschaft erklärte Ausschüttungen werden bis zu deren Einforderung keine Zinsen bezahlt.

Titel V. Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften schliesst die Gesellschaft gemäss dem Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor eine Depotvereinbarung mit einer Bank oder einem Finanzinstitut (nachfolgend die "Depotbank") ab.

Die Depotbank übernimmt die im Gesetz von 2002 beschriebenen Aufgaben und Verantwortungen.

Wenn die Depotbank den Wunsch äussert, von der Vereinbarung zurückzutreten, muss sich der Verwaltungsrat bemühen, innerhalb von zwei Monaten nach Inkrafttreten des Rücktritts eine andere Bank als Nachfolger für die Depotbank zu finden. Der Verwaltungsrat kann das Mandat der Depotbank beenden, aber er darf die Depotbank nicht entlassen, bis eine Depotbank als Nachfolger ernannt wurde.

Art. 28. Auflösung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, die den gesetzlich vorgeschriebenen Quorums- und Mehrheitserfordernissen unterliegt.

Wenn das Kapital der Gesellschaft zwei Drittel des Mindestkapitals gemäss Artikel 5 der Satzung unterschreitet, muss der Verwaltungsrat der Generalversammlung die Auflösung der Gesellschaft vorschlagen. Die Generalversammlung, für die kein Anwesenheitserfordernis besteht, kann die entsprechenden Beschlüsse durch einfache Mehrheit der auf dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien treffen.

Die Auflösung der Gesellschaft muss vom Verwaltungsrat der Generalversammlung ausserdem vorgeschlagen werden, sobald das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestkapitals gemäss Artikel 5 dieser Satzung gefallen ist; in diesem Falle entscheidet die Versammlung ohne Anwesenheitsquorum, und der Beschluss über die Auflösung kann mit den Stimmen der Aktionäre gefasst werden, die ein Viertel der auf der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien vertreten.

Die Einberufung muss in der Weise erfolgen, dass die Versammlung innerhalb von vierzig Tagen nach der Feststellung durchgeführt wird, dass das Nettovermögen der Gesellschaft zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals unterschreitet.

Art. 29. Satzungsänderungen. Diese Satzung kann durch eine Generalversammlung unter Einhaltung der gesetzlich vorgeschriebenen Quorums- und Mehrheitserfordernisse gemäss Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich nachfolgender Änderungen geändert werden.

Art. 30. Erklärung. Bezeichnungen in männlicher Form schliessen Bezeichnungen in weiblicher Form ein und die Bezeichnung "Person" bzw. "Aktionär" umfasst auch Gesellschaften, Partnerschaften, Vereinigungen oder sonstige Personengruppen unabhängig davon, ob diese als Gesellschaften eingetragen sind oder nicht.

In diesem Zusammenhang sind unter "Geschäftstag" grundsätzlich die üblichen Bankgeschäftstage (d.h. die Tage, an denen Banken während der normalen Geschäftszeit geöffnet sind) in Luxemburg mit Ausnahme einiger nicht durch die Aufsichtsbehörde vorgeschriebener Feiertage zu verstehen.

Art. 31. Anwendbare Gesetze. Für sämtliche in dieser Satzung nicht spezifisch geregelten Fragen sind die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Bestimmungen des Gesetzes von 2002 einschliesslich der nachfolgenden Änderungen und Ergänzungen dieser Gesetze einschlägig.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Rechnungsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.
- 2.- Die erste Generalversammlung wird am 15. April 2010 stattfinden.

Zeichnung und Zahlung

Das Gesellschaftskapital wird folgendermassen gezeichnet:

Aktionäre	Gezeichnetes und vollständig eingezahltes Kapital	Anzahl der Aktien
Catella Capital AB	295.000,- EUR	295 (zweihundertfünfundneunzig)
Catella Kapitalförvaltning AB	5.000,- EUR	5 (fünf)
Gesamt:	300.000,- EUR (dreihunderttausend)	300 (dreihundert)

Alle diese Aktien wurden vollständig und in bar einbezahlt, so dass der Gesellschaft nun der Gesamtbetrag von dreihunderttausend Euro (300.000,- EUR) zur freien Verfügung steht. Der Nachweis über diese Zahlungen wurde dem amtierenden Notar vorgelegt und von diesem ausdrücklich bescheinigt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die Kosten, Aufwendungen, Gehälter bzw. Gebühren gleich welcher Art, die der Gesellschaft in Verbindung mit der Gründung in Rechnung gestellt oder angefallen sind, werden auf insgesamt etwa EUR 3.500,- veranschlagt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Die oben genannten Personen, die das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und sich als ordnungsgemäss einberufen betrachten, haben unverzüglich eine ausserordentliche Generalversammlung abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Folgende Personen wurden als Verwaltungsratsmitglieder gewählt, deren Mandat nach der Jahreshauptversammlung endet, auf der die Jahresabschlüsse per 31. Dezember 2009 verabschiedet werden:

1) Stefan Widenfelt, Managing Director, Catella Kapitalförvaltning AB, Stockholm, Schweden, beruflich ansässig in Birger Jarlsgatan 6, 10390 Stockholm, Schweden, geboren in Askim, Schweden, am 11. Februar 1959.

2) Lena Andersson, Head of Fund Administration, Catella Fondförvaltning AB, Stockholm, Sweden, Birger Jarlsgatan 6, 10390 Stockholm, Schweden, geboren in Farsta, Schweden, am 21. Mai 1959.

3) Michaela Imwinkelried, Executive Director, UBS Fund Services (Luxembourg) S.A., Luxembourg, beruflich ansässig in L-1855 Luxemburg, 33A, avenue J.F. Kennedy, geboren in Reiden, Schweiz, am 28. August 1973.

2.- Zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer wird für denselben Zeitraum wie der Verwaltungsrat ernannt:

Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, RCS Luxembourg B 67.895.

3.- Der Sitz der Gesellschaft wird auf 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, welcher Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Begehren der oben erwähnten Parteien gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung abgefasst worden ist; auf Begehren der vorher erwähnten Personen und im Falle der Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist der englische Text massgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben alle mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. RAUSCH und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 juillet 2009. Relation: LAC/2009/27771. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxembourg, den 16. Juli 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009088213/242/1415.

(090108909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2009.

Volksbank Forchheim eG Spezialfonds, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné au 18 décembre 2008 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, juillet 2009.

IPConcept Fund Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009086240/11.

(090105532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2009.

Simar Overseas S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 147.261.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-sixth day of June.

Before the undersigned Maître Jacques DELVAUX, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Camperio Legal & Fiduciary Services PLC acting as Trustee of The Bibi Family Trust, established and having its registered office in 1807 Libbie Avenue, Suite 200, Richmond, Virginia, USA,

here represented by Mr Xavier MANGIULLO, employee, residing professionally in Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich

by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the attorney in fact of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. The appearing party, represented as stated hereabove, is the Sole Shareholder of Simar Overseas Corp., a company incorporated under the laws of British Virgin Islands, having its registered office at Road Town, Tortola, registered with the Registrar of Companies, under number 264650, having an issued share capital of US\$ 10,000.

II. That the Sole Shareholder is duly represented at the meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, after examination of the following agenda:

Agenda:

1. Transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as from the date of the extraordinary general meeting, without the Company being dissolved and with full corporate and legal continuance;

2. Have the Company adopt the legal form of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) with the name "Simar Overseas S.à r.l." and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Approve the interim balance sheet of the Company dated 31 May 2009;

4. Amend and completely restate the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in item 2. Above;

5. Acknowledge and record the allocation of the shares of the Company further to the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg and further to the complete restatement of the Company's articles of association;

6. Resignation and appointment of Mr. Aldo Cappelli, Mr. Marco Sterzi and Mrs Francesca Docchio as managers of the Company, all of them for an unlimited period;

7. Establish the registered office, principal establishment and central administration of the Company at 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

8. Change of the currency of express of the share capital from USD into EUR, basing on the currency rate applicable at 31 May 2009, date of the opening of the present financial year, equal to 1 USD = 0,70651 EUR, so that the current share capital of 10.000 USD will be 7.065,10 EUR. The difference resulting from the application of the currency rate at 31 May 2009 and the currency rate at the date of the notary deed of conversion, if is negative, will be paid by the contribution of the same amount equal to the difference between the amount of the share capital of 5.434.90 EUR and the amount obtained by the conversion using the currency rate applicable at the date of the conversion, this amount will be down from the profit brought forward and if it positive will be deposited in a special provision account that can be used only following the provision for the modification of the share capital;

9. Allocation to shares of a par value of EUR 2.00;

10. Consequent amendment of The Article of incorporation of the statutes to adapt to the resolutions taken on the basis of the agenda;

11. Increasing of the subscribed capital by EUR 5.434,90 (five thousand four hundred thirty four, 90 EUR), in order to bring it up to EUR 12.500,00 (twelve thousand five hundred EUR), by the issuance of 6.250 (six thousand two hundred fifty) new shares with a par value of EUR 2,00.- each;

12. Subscription and payment of the new shares by by means of wire transfer to the bank account of above said company Simar Overseas Corp;

13. Fixing the financial year to run from January 1st to December 31 of each year;

14. Miscellaneous.

III. Statements

The Sole Shareholder declares that the company will transfer its registered and official office to Luxembourg.

Pursuant to a written resolutions of the sole shareholder given in Tortola on June 4th 2009, the transfer of the registered office, the real management, the central administration and the principal office to Luxembourg, in the forms required by Luxembourg law, all this without any change of the legal entity was decided. A copy of such document, after having been signed ne varietur by the sole Share holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

For the execution of this resolution, it is necessary to adjust the articles of incorporation of the company to the law of the new country of the registered office.

The following resolutions have been passed:

First resolution

The Sole Shareholder decide to transfer the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, Grand Duchy of Luxembourg, without the Company being dissolved and with full corporate and legal continuance.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to adopt the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Simar Overseas S.à r.l." and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the interim balance sheet of the Company dated May 31, 2009.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and completely restate the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in resolution 2 above,

and resolves to acknowledge and record the allocation of the shares of the Company further to the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg and further to the complete restatement of the Company's articles of association.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to change the currency of expression of the share capital from USD into EUR, based on the currency rate applicable on 31 May 2009, date of the opening of the present financial year, equal to 1 USD = 0,70651 EUR,

so that the current share capital of 10.000 USD will be 7,065.10 EUR, represented by 6,250 shares without nominal value.

The difference resulting from the application of the currency rate at 31 May 2009 and the currency rate at the date of the present deed, being 1.- USD = 0,7960, making the amount of EUR 30,90 will be deposited in a special provision account that can be used only following the provision for the modification of the share capital.

Sixth resolution

After the change of currency, the sole shareholder resolves to increase the share capital by an amount of EUR 5,434.90 (five thousand four hundred and thirty-four Euros ninety Cents),

In order to bring it from its present amount of EUR 7,065.10 (seven thousand sixty-five Euro ten Cents) to EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), without issuance of new shares but by the increase of the par value of the existing 6,250 shares to EUR 2 per share, entirely paid up in cash by the sole shareholder, so that the amount of EUR 5,434.90 is at the free disposal of the company from now on, so as this has been shown to the notary pursuant to a bank certificate.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to allocate to the 6,250 shares a nominal value of EUR 2 per share.

Eighth resolution

The Sole Shareholder accepts the resignation of the former managers of the company and appoints:

Mrs. Stefania TOMASINI, born in Gallarate (I), on March 13, 1967, residing in CH-Lugano, Piazza della Riscossa, 16;

Mr Marco Sterzi, born on November 10, 1964 in Milano (I), residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich;

Miss Francesca DOCCHIO, born on May 29, 1971 in Bergamo (I), residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich;

as managers of the Company, all of them for an unlimited period.

Ninth resolution

The Sole Shareholder confirms the establishment of the registered office at 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Sole Shareholder confirms that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg company which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments of the company previously of British Virgin Islands nationality.

Tenth resolution

The Sole Shareholder resolves to fix the financial year to run from the 1st of January to the 31st of December of each year.

Eleventh resolution

The Sole Shareholder, in conformity with the above taken resolutions, resolves to amend the Articles of Association, which after total update to conform them to the Luxembourg law, will have henceforth the following wording:

Title I. - Form - Object - Name - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée unipersonnelle" which will be governed by actual laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, of September 18th, 1933 on "sociétés à responsabilité limitée" and their modifying laws in particular that of December 28th, 1992 relating to the société à responsabilité limitée unipersonnelle, and by the present Articles of Incorporation.

A member may join with one or more other person(s) at any time to form a joint membership and likewise they may at any time dissolve such joint membership and restore the unipersonnelle status of the Company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of holdings, in any form whatsoever, in all types of other companies both in Luxembourg and abroad, the acquisition of all types of rights and titles, by means of shares, contributions or subscriptions, bought deals or purchase options, or in any other way and, inter alia, the acquisition of patents and licences and the management and exploitation thereof, as well as all and any operations directly or indirectly linked to the said object. The Company may borrow or grant short or long-term loans, advances or guarantees to the companies in which it has a holding or in which it has a direct or indirect interest.

The Company may also carry out all types of commercial, financial, property or securities operations linked directly or indirectly to the said object or which may facilitate the realisation thereof.

Art. 3. The Company is incorporated under the name of "Simar Overseas S.à.r.l.".

Art. 4. The Company has its Head Office in the City of Luxembourg.

The Head Office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. The Company is constituted for an undetermined period.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. The Company's capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500), represented by six thousand two hundred and fifty (6,250) shares of a par value of two Euros (EUR 2) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Each share confers the right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 7. Shares may be freely transferred by a sole member to a living person or persons including by way of inheritance or in the case of liquidation of a husband and wife's joint estate.

If there is more than one member, the shares are freely transferable among members. In the same way they are transferable to non-members but only with the prior approval of the members representing at least three quarters of the capital. In the same way the shares shall be transferable to non-members in the event of death only with the prior approval of the owners of shares representing at least three quarters of the rights owned by the survivors.

Title III. - Management

Art. 8. The Company is managed by one or more managers, appointed and revoked by the sole member or, as the case may be, the members.

Managers may vote by letter, telegram, telex, telefax or by any written means.

The manager or managers are appointed for an unlimited duration and they are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties.

Towards third parties the company will be validly committed by the joint signatures of two managers.

Special and limited powers may be delegated to one or more agents, whether members or not, in the case of specific matters pre-determined by the manager(s).

Managers should be able to represent one or more other manager(s) at managers' meetings.

Title IV. - Decisions of the sole member - Collective decisions of the members

Art. 9. The sole member exercises the powers devolved to a meeting of members by the dispositions of section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole member.

In the case of more than one member the decisions which exceed the powers of the managers shall be taken by the meeting.

Title V. - Financial year - Balance sheet - Distributions

Art. 10. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 11. Each year, as of the thirty-first of December, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five percent annual contribution shall be resumed until such one tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one. However, the sole member or, as the case may be, a meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of any reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Title VI. - Dissolution

Art. 12. The Company is not automatically dissolved by the death, the bankruptcy, the interdiction or the financial failure of a member.

In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by the manager or managers in office or failing them by one or more liquidators appointed by the sole member or by a general meeting of members. The liquidator or liquidators shall be vested with the broadest powers in the realization of the assets and the payment of debts.

The assets after deduction of the liabilities shall be attributed to the sole member or, as the case may be, distributed to the members proportionally to the shares they hold.

Title VII. - General provisions

Art. 13. For all matters not provided for in the present Articles of Incorporation, the members shall refer to the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2,800.-.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy holder, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said person signed with Us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire, de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Camperio Legal & Fiduciary Services PLC agissant comme Trustee de The Bibi Family Trust, établie et ayant son siège social au 1807 Libbie Avenue, Suite 200, Richmond, Virginia, USA,

Ic représentée par M. Xavier MANGIULLO, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 5, Av. Gaston Diderich,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I: Que laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, déclarant agir en sa qualité d'Associé Unique de Simar Overseas Corp., a une société constituée sous les lois des "British Virgin Islands", avec siège social a Road Town, Tortola, inscrite au "Registrar of Companies", sous le numéro 264650, ayant un capital social souscrit de US\$ 10.000.

II: Que l'Associé Unique est valablement représenté à la présente assemblée, qui est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Agenda:

1. Transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as from the date of the extraordinary general meeting, without the Company being dissolved and with full corporate and legal continuance;

2. Have the Company adopt the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Simar Overseas S.à r.l." and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Approve the interim balance sheet of the Company dated 31 May 2009;

4. Amend and completely restate the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in item 2. Above;

5. Acknowledge and record the allocation of the shares of the Company further to the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg and further to the complete restatement of the Company's articles of association;

6. Resignation and appointment of Mr. Aldo Cappelli, Mr. Marco Sterzi and Mrs Francesca Docchio as managers of the Company, all of them for an unlimited period;

7. Establish the registered office, principal establishment and central administration of the Company at 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

8. Change of the currency of expression of the share capital from USD into EUR, basing on the currency rate applicable at 31 May 2009, date of the opening of the present financial year, equal to 1 USD = 0,70651 EUR, so that the current share capital of 10.000 USD will be 7.065,10 EUR. The difference resulting from the application of the currency rate at 31 May 2009 and the currency rate at the date of the notary deed of conversion, if is negative, will be paid by the contribution of the same amount equal to the difference between the amount of the share capital of 5.434.90 EUR and the amount obtained by the conversion using the currency rate applicable at the date of the conversion, this amount will be down from the profit brought forward and if it positive will be deposited in a special provision account that can be used only following the provision for the modification of the share capital;

9. Allocation to shares of a par value of EUR 2.00;

10. Consequent amendment of The Article of incorporation of the statutes to adapt to the resolutions taken on the basis of the agenda;

11. Increase of the subscribed capital by EUR 5.434,90 (five thousand four hundred thirty four Euro ninety Cents), in order to bring it up to EUR 12.500,00 (twelve thousand five hundred Eur), by the issuance of 6.250 (six thousand two hundred fifty) new shares with a par value of EUR 2,00 each;

12. Subscription and payment of the new shares by by means of wire transfer to the bank account of above said company Simar Overseas Corp;

13. Fixing the financial year to run from January 1st to December 31 of each year;

14. Miscellaneous.

III: Déclaration

L'associé unique déclare que la société entend transférer son siège statutaire et effectif à Luxembourg.

Conformément à une décision écrite prise à Tortola le 4 juin 2009, l'associé unique a décidé le transfert du siège statutaire, l'administration centrale, le siège de direction effectif et le principal établissement de la société vers le Grand-Duché de Luxembourg, dans les formes et conditions prévues par la loi luxembourgeoise, sans changement de la personnalité juridique, laquelle perdure sans interruption. Une copie de cette décision reste annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Pour l'exécution de la susdite décision, il est nécessaire d'adapter les statuts de la société à la loi du nouveau pays du siège social.

IV: Les résolutions suivantes sont adoptées:

Première résolution

L'associé unique décide que le siège social statutaire, la direction effective, l'administration centrale et le principal établissement de la société est transféré de Tortola (BVI) à Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, le tout sans changement de la personnalité juridique, laquelle perdure sans interruption.

Deuxième résolution

L'associé unique décide que la société adopte la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de "Simar Overseas S.à r.l." suite au transfert du siège social statutaire, de la direction effective, de l'administration centrale et du principal établissement de la société vers le Luxembourg.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver la situation intérimaire de la société arrêtée au 31 mai 2009.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide ensuite de modifier les statuts de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation luxembourgeoise, pour leur donner la version coordonnée dont question ci-après.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide 'Associé unique décide de modifier la devise du capital de USD en EURO au taux de change du 31 mai 2009, savoir: 1,- USD = 0,700651 EUR),

de sorte que le capital sociale actuel de USD 10.000, sera de EUR 7.065,10, représentée par 6.250 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

La différence résultant de l'application du cours de change au 31 mai 2009 et le cours de change applicable à la date du présent acte savoir 1,- USD = EUR 0,7096, soit la somme de EUR 30,10 est versée à un compte de réserve dont il ne pourra être disposée qu'en observant les règles sur la modification du capital social.

Sixième résolution

Suite à la conversion de devise qui précède, l'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 5.434,90 (cinq mille quatre cent quarante-trois Euros quatre-vingt-dix Cents),

afin de le porter de son montant actuel de EUR 7.065,10 (sept mille soixante-cinq Euros dix cents) à EUR 12,500 (douze mille cinq cents Euros) sans émission de parts sociales nouvelles mais par la seule augmentation du pair comptable des 6,250 parts sociales actuelles à EUR 2 par part sociale. Augmentation entièrement libérée par un versement en numéraire par l'associé unique, de sorte que le montant de EUR 5.434,90 est à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au Notaire par un certificat bancaire.

Septième résolution

L'associé décide de fixer la valeur nominale des 6.250 parts sociales actuelles à EUR 2 par part sociale.

Huitième résolution

L'associé unique accepte les démission des anciens gérants et décide de nommer

Mme Stefania TOMASINI, née à Gallarate (I), le 13 mars 1967, demeurant à CH-Lugano, Piazza della Riscossa, 16;
Mr Marco STERZI, né le 10 novembre 1964 à Milano (I), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich;

Melle Francesca DOCCHIO, née le 29 mai 1971 à Bergamo (I), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich.

Comme nouveaux gérants de la société, tous pour une durée illimitée.

Neuvième résolution

L'associé unique confirme l'établissement du siège social de la société au 5, Avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg.

L'Associé unique confirme que tous les actifs et passifs de la société précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques restent sans limitation et dans leur entièreté la propriété de la société luxembourgeoise, laquelle continuera à être propriétaire de tous les actifs et à être obligée par tous les passifs et engagements de la société, précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques.

Dixième résolution

L'Associé unique décide que l'exercice social court du 1^{er} janvier de chaque année au 31 décembre de la même année.

Onzième résolution

L'Associé unique, suite aux résolutions qui précèdent, décide de modifier les statuts qui, après refonte totale pour les mettre en conformité avec le droit luxembourgeois, auront désormais la teneur suivante:

Titre I^{er} . - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société.

Art. 2. La Société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. La Société prend la dénomination de "Simar Overseas S.à r.l."

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 5. La durée de la Société est illimitée.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500), représenté par six mille deux cent cinquante (6.250) parts sociales d'une valeur nominale de deux Euros (EUR 2) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

Art. 7. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Titre III. - Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Les gérants peuvent voter par lettre, télégramme, télex, télécopie ou tout autre support écrit.

Le ou les gérant(s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Vis-à-vis de tiers, la Société sera engagée les signatures conjointes de deux gérants.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

Les gérants sont autorisés à représenter un ou plusieurs autres gérants lors de réunions des gérants.

Titre IV. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Titre V. - Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins de un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI. - Dissolution

Art. 12. La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs) nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII. - Dispositions générales

Art. 13. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés s'en réfèrent à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes à deux mille huit cents Euro (EUR 2.800,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: X. MANGIULLO, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 3 juillet 2009, LAC/2009/26174. Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2009.

Jacques DELVAUX.

Référence de publication: 2009091832/208/410.

(090114924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2009.

HSBC Trinkaus Golden Opportunities, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 9 juillet 2009 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Signatures

Référence de publication: 2009088557/9.

(090109464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2009.

Greenwich Point Global Value, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion modifié au 24 juin 2009 a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Signatures

Référence de publication: 2009088214/9.

(090109458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juillet 2009.

Novapol Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 147.262.

STATUTES

In the year two thousand and nine, on the twenty-sixth day of June.

Before the undersigned Maître Jacques DELVAUX, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Simar Overseas Corp, established and having its registered office in Wickham's Cay, PO Box 985, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, here represented by Mr Xavier MANGIULLO, employee, residing professionally in Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled ne varietur by the attorney in fact of the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. The appearing party, represented as stated hereabove, is the Sole Shareholder of NOVAPOL HOLDINGS Ltd, a company incorporated under the laws of British Virgin Islands, having its registered office at Road Town, Tortola, registered with the Registrar of Companies, under number 87043, having an issued share capital of US\$ 10,000.

II. That the Sole Shareholder is duly represented at the meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, after examination of the following agenda:

Agenda:

1. Transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as from the date of the extraordinary general meeting, without the Company being dissolved and with full corporate and legal continuance;

2. Have the Company adopt the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Novapol Holdings S.à r.l." and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Approve the interim balance sheet of the Company dated 31 May 2009;

4. Amend and completely restate the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in item 2. Above;

5. Acknowledge and record the allocation of the shares of the Company further to the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg and further to the complete restatement of the Company's articles of association;

6. Resignation and appointment of Mr Aldo Cappelli, Mr Marco Sterzi and Mrs Francesca Docchio as managers of the Company, all of them for an unlimited period;

7. Establish the registered office, principal establishment and central administration of the Company at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

8. Change of the currency of expression of the share capital from USD into EUR, basing on the currency rate applicable at 31 May 2009, date of the opening of the present financial year, equal to 1 USD = 0,70651 EUR, so that the current share capital of 10.000 USD will be 7.065,10 EUR. The difference resulting from the application of the currency rate at 31 May 2009 and the currency rate at the date of the notary deed of conversion, if is negative, will be paid by the contribution of the same amount equal to the difference between the amount of the share capital of 5.434.90 EUR and the amount obtained by the conversion using the currency rate applicable at the date of the conversion, this amount will be down from the profit brought forward and if it positive will be deposited in a special provision account that can be used only following the provision for the modification of the share capital;

9. Allocation to shares of a par value of EUR 2.00;

10. Consequent amendment of The Article of incorporation of the statutes to adapt to the resolutions taken on the basis of the agenda;

11. Increase of the subscribed capital by EUR 5.434,90 (five thousand four hundred thirty-four Euro ninety Cents), in order to bring it up to EUR 12.500,00 (twelve thousand five hundred Eur), by the issuance of 6.250 (six thousand two hundred fifty) new shares with a par value of EUR 2,00 each;

12. Subscription and payment of the new shares by by means of wire transfer to the bank account of above said company Simar Overseas Corp;

13. Fixing the financial year to run from January 1st to December 31 of each year;

14. Miscellaneous

III: Statements

The Sole Shareholder declares that the company will transfer its registered and official office to Luxembourg.

Pursuant to a written resolutions of the sole shareholder given in Tortola on June 4th 2009, the transfer of the registered office, the effective management, the central administration and the principal office to Luxembourg, in the forms required by Luxembourg law, all this without any change of the legal entity was decided. A copy of such document, after having been signed ne varietur by the sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

For the execution of this resolution, it is necessary to adjust the articles of incorporation of the company to the law of the new country of the registered office.

The following resolutions have been passed:

First resolution

The Sole Shareholder decides to transfer the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, Grand-Duchy of Luxembourg, without the Company being dissolved and with full corporate and legal continuance.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to adopt the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Novapol Holdings S.à r.l." and the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to approve the interim balance sheet of the Company dated May 31, 2009.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and completely restate the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in resolution 2 above,

and resolves to acknowledge and record the allocation of the shares of the Company further to the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg and further to the complete restatement of the Company's articles of association

70505

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to change the currency of expression of the share capital from USD into EUR, based on the currency rate applicable on 31 May 2009, date of the opening of the present financial year, equal to 1 USD = 0,70651 EUR,

so that the current share capital of 10.000 USD will be 7,065.10 EUR, represented by 6,250 shares without nominal value..

The difference resulting from the application of the currency rate at 31 May 2009 and the currency rate at the date of the present deed, being 1.- USD = 0,7960, making the amount of EUR 30,90 will be deposited in a special provision account that can be used only following the provision for the modification of the share capital

Sixth resolution

After the change of currency, the sole shareholder resolves to increase the share capital by an amount of EUR 5,434.90 (five thousand four hundred and thirty-four Euros ninety Cents),

In order to bring it from its present amount of EUR 7,065.10 (seven thousand sixty-five Euro ten Cents) to EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), without issuance of new shares but by the increase of the par value of the existing 6,250 shares to EUR 2 per share, entirely paid up in cash by the sole shareholder, so that the amount of EUR 5,434.90 is at the free disposal of the company from now on, so as this has been shown to the notary pursuant to a bank certificate

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to allocate to the 6,250 shares a nominal value of EUR 2 per share.

Eighth resolution

The Sole Shareholder accepts the resignation of the former managers of the company and appoints:

- Mr. Aldo Cappelli, born in Brescia (I), on January 15, 1943, residing in CH-Lugano, Piazza della Riscossa, 16.
- Mr Marco Sterzi, born on November 10, 1964 in Milano (I), residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich;
- Miss Francesca DOCCHIO, born on May 29, 1971 in Bergamo (I), residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich;

as managers of the Company, all of them for an unlimited period

Ninth resolution

The Sole Shareholder confirms the establishment of the registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Sole Shareholder confirms that all the assets and all the liabilities of the Company previously of British Virgin Islands nationality, without limitation, remain the ownership in their entirety of the Luxembourg company which continues to own all the assets and continues to be obliged by all the liabilities and commitments of the company previously of British Virgin Islands nationality.

Tenth resolution

The Sole Shareholder resolves to fix the financial year to run from the 1st of January to the 31st of December of each year.

Eleventh resolution

The Sole Shareholder, in conformity with the above taken resolutions, resolves to amend the Articles of Association, which after total update to conform them to the Luxembourg law, will have henceforth the following wording:

Title I.- Form - Object - Name - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée unipersonnelle" which will be governed by actual laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, of September 18th, 1933 on "sociétés à responsabilité limitée" and their modifying laws in particular that of December 28th, 1992 relating to the société à responsabilité limitée unipersonnelle, and by the present Articles of Incorporation.

A member may join with one or more other person(s) at any time to form a joint membership and likewise they may at any time dissolve such joint membership and restore the unipersonnelle status of the Company.

Art. 2. The object of the Company is the acquisition of holdings, in any form whatsoever, in all types of other companies both in Luxembourg and abroad, the acquisition of all types of rights and titles, by means of shares, contributions or subscriptions, bought deals or purchase options, or in any other way and, inter alia, the acquisition of patents and licences and the management and exploitation thereof, as well as all and any operations directly or indirectly linked to the said object. The Company may borrow or grant short or long-term loans, advances or guarantees to the companies in which it has a holding or in which it has a direct or indirect interest.

The Company may also carry out all types of commercial, financial, property or securities operations linked directly or indirectly to the said object or which may facilitate the realisation thereof."

Art. 3. The Company is incorporated under the name of "Novapol Holdings S.à.r.l."

Art. 4. The Company has its Head Office in the City of Luxembourg.

The Head Office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. The Company is constituted for an undetermined period.

Title II.- Capital - Shares

Art. 6. The Company's capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500), represented by six thousand two hundred and fifty (6,250) shares of a par value of two Euros (EUR 2) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Each share confers the right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 7. Shares may be freely transferred by a sole member to a living person or persons including by way of inheritance or in the case of liquidation of a husband and wife's joint estate.

If there is more than one member, the shares are freely transferable among members. In the same way they are transferable to non-members but only with the prior approval of the members representing at least three quarters of the capital. In the same way the shares shall be transferable to non-members in the event of death only with the prior approval of the owners of shares representing at least three quarters of the rights owned by the survivors.

Titre III.- Management

Art. 8. The Company is managed by one or more managers, appointed and revoked by the sole member or, as the case may be, the members.

Managers may vote by letter, telegram, telex, telefax or by any written means.

The manager or managers are appointed for an unlimited duration and they are vested with the broadest powers in the representation of the Company towards third parties.

Towards third parties the company will be validly committed by the joint signatures of two managers.

Special and limited powers may be delegated to one or more agents, whether members or not, in the case of specific matters pre-determined by the manager(s).

Managers should be able to represent one or more other manager(s) at managers, meetings.

Titre IV.- Decisions of the sole member - Collective decisions of the members

Art. 9. The sole member exercises the powers devolved to a meeting of members by the dispositions of section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole member.

In the case of more than one member the decisions which exceed the powers of the managers shall be taken by the meeting.

Titre V.- Financial year - Balance sheet - Distributions

Art. 10. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 11. Each year, as of the thirty-first of December, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net annual profit of the Company shall be transferred to the Company's legal reserve until such time as the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital. If at any time and for any reason whatsoever the legal reserve falls below one tenth of the issued capital the five percent annual contribution shall be resumed until such one tenth proportion is restored.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members if there is more than one. However, the sole member or, as the case may be, a meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of any reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Titre VI.- Dissolution

Art. 12. The Company is not automatically dissolved by the death, the bankruptcy, the interdiction or the financial failure of a member.

In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by the manager or managers in office or failing them by one or more liquidators appointed by the sole member or by a general meeting of members. The

liquidator or liquidators shall be vested with the broadest powers in the realization of the assets and the payment of debts.

The assets after deduction of the liabilities shall be attributed to the sole member or, as the case may be, distributed to the members proportionally to the shares they hold.

Titre VII.- General provisions

Art. 13. For all matters not provided for in the present Articles of Incorporation, the members shall refer to the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2,800.-.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy holder, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire, de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Simar Overseas Corp, établie et ayant son siège social à Wickham's Cay, PO Box 985, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

Ici représentée par M. Xavier MANGIULLO, employé, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration signée ne varietur par la personne comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I: Que laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, déclarant agir en sa qualité d'Associé Unique de NOVAPOL HOLDINGS Ltd, une société incorporée sous les lois des "British Virgin Islands", ayant son siège social à Road Town, Tortola, inscrite au "Registrar of Companies" sous le numéro 87043, ayant un capital social souscrit de US\$ 10,000,

II: Que l'Associé Unique est valablement représenté à la présente assemblée, qui est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Agenda:

1. Transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as from the date of the extraordinary general meeting, without the Company being dissolved and with full corporate and legal continuance;

2. Have the Company adopt the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Novapol Holdings S.à r.l." and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

3. Approve the interim balance sheet of the Company dated 31 May 2009;

4. Amend and completely restate the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in item 2. Above;

5. Acknowledge and record the allocation of the shares of the Company further to the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company from the British Virgin Islands to the city of Luxembourg and further to the complete restatement of the Company's articles of association;

6. Resignation and appointment of Mr Aldo Cappelli, Mr Marco Sterzi and Mrs Francesca Docchio as managers of the Company, all of them for an unlimited period;

7. Establish the registered office, principal establishment and central administration of the Company at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

8. Change of the currency of expression of the share capital from USD into EUR, basing on the currency rate applicable at 31 May 2009, date of the opening of the present financial year, equal to 1 USD = 0,70651 EUR, so that the current

share capital of 10.000 USD will be 7.065,10 EUR. The difference resulting from the application of the currency rate at 31 May 2009 and the currency rate at the date of the notary deed of conversion, if is negative, will be paid by the contribution of the same amount equal to the difference between the amount of the share capital of 5.434.90 EUR and the amount obtained by the conversion using the currency rate applicable at the date of the conversion, this amount will be down from the profit brought forward and if it positive will be deposited in a special provision account that can be used only following the provision for the modification of the share capital;

9. Allocation to shares of a par value of EUR 2.00;

10. Consequent amendment of The Article of incorporation of the statutes to adapt to the resolutions taken on the basis of the agenda;

11. Increase of the subscribed capital by EUR 5.434,90 (five thousand four hundred thirty four Euro ninety Cents), in order to bring it up to EUR 12.500,00 (twelve thousand five hundred Eur), by the issuance of 6.250 (six thousand two hundred fifty) new shares with a par value of EUR 2,00 each;

12. Subscription and payment of the new shares by by means of wire transfer to the bank account of above said company Simar Overseas Corp;

13. Fixing the financial year to run from January 1st to December 31 of each year;

14. Miscellaneous

III: Déclaration

L'associé unique déclare que la société entend transférer son siège statutaire et effectif à Luxembourg.

Conformément à une décision écrite prise à Tortola le 4 juin 2009, l'associé unique a décidé le transfert du siège statutaire, l'administration centrale, le siège de direction effectif et le principal établissement de la société vers le Grand-Duché de Luxembourg, dans les formes et conditions prévues par la loi luxembourgeoise, sans changement de la personnalité juridique, laquelle perdure sans interruption. Une copie de cette décision reste annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Pour l'exécution de la susdite décision, il est nécessaire d'adapter les statuts de la société à la loi du nouveau pays du siège social.

IV: Les résolutions suivantes sont adoptées:

Première résolution

L'associé unique décide que le siège social statutaire, la direction effective, l'administration centrale et le principal établissement de la société est transféré de Tortola (BVI) à Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, le tout sans changement de la personnalité juridique, laquelle perdure sans interruption.

Deuxième résolution

L'associé unique décide que la société adopte la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination de "Novapol Holdings S.à r.l." suite au transfert du siège social statutaire, de la direction effective, de l'administration centrale et du principal établissement de la société vers le Luxembourg.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver la situation intérimaire de la société arrêtée au 31 mai 2009.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide ensuite de modifier les statuts de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation luxembourgeoise, pour leur donner la version coordonnée dont question ci-après.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide 'Associé unique décide de modifier la devise du capital de USD en EURO au taux de change du 31 mai 2009, savoir: 1,- USD = 0,700651 EUR),

de sorte que le capital sociale actuel de USD 10.000, sera de EUR 7.065,10, représentée par 6.250 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

La différence résultant de l'application du cours de change au 31 mai 2009 et le cours de change applicable à la date du présent acte savoir 1.- USD = EUR 0,7096, soit la somme de EUR 30,10 est versée à un compte de réserve dont il ne pourra être disposée qu'en observant les règles sur la modification du capital social

Sixième résolution

Suite à la conversion de devise qui précède, l'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 5.434,90 (cinq mille quatre cent quarante-trois Euros quatre-vingt-dix Cents),

afin de le porter de son montant actuel de EUR 7.065,10 (sept mille soixante-cinq Euros dix cents) à EUR 12,500 (douze mille cinq cents Euros) sans émission de parts sociales nouvelles mais par la seule augmentation du pair comptable des 6,250 parts sociales actuelles à EUR 2 par part sociale. Augmentation entièrement libérée par un versement en

numéraire par l'associé unique, de sorte que le montant de EUR 5.434,90 est à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au Notaire par un certificat bancaire.

Septième résolution

L'associé décide de fixer la valeur nominale des 6.250 parts sociales actuelles à EUR 2 par part sociale.

Huitième résolution

L'associé unique accepte les démissions des anciens gérants et décide de nommer

- Mr Aldo Cappelli, né à Brescia (I), le 15 janvier 1943, demeurant à CH-Lugano, Piazza della Riscossa, 16.
- Mr Marco Sterzi, né le 10 novembre 1964 à Milano (I), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich;
- Melle Francesca DOCCHIO, née le 29 mai 1971 à Bergamo (I), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich

Comme nouveaux gérants de la société, tous pour une durée illimitée.

Neuvième résolution

L'associé unique confirme l'établissement du siège social de la société au 5, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg.

L'Associé unique confirme que tous les actifs et passifs de la société précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques restent sans limitation et dans leur entièreté la propriété de la société luxembourgeoise, laquelle continuera à être propriétaire de tous les actifs et à être obligée par tous les passifs et engagements de la société, précédemment de nationalité des Iles Vierges Britanniques.

Dixième résolution

L'Associé unique décide que l'exercice social court du 1^{er} janvier de chaque année au 31 décembre de la même année.

Onzième résolution

L'Associé unique, suite aux résolutions qui précèdent, décide de modifier les statuts qui, après refonte totale pour les mettre en conformité avec le droit luxembourgeois, auront désormais la teneur suivante:

Titre I^{er} .- Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société.

Art. 2. La Société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. La Société prend la dénomination de "Novapol Holdings S.à r.l."

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 5. La durée de la Société est illimitée.

Titre II .- Capital - Parts

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500), représenté par six mille deux cent cinquante (6.250) parts sociales d'une valeur nominale de deux Euros (EUR 2) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts sociales existantes.

Art. 7. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants

Titre III.- Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Les gérants peuvent voter par lettre, télégramme, télex, télécopie ou tout autre support écrit.

Le ou les gérant(s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

Vis-à-vis de tiers, la Société sera engagée les signatures conjointes de deux gérants.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

Les gérants sont autorisés à représenter un ou plusieurs autres gérants lors de réunions des gérants.

Titre IV.- Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Titre V.- Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net annuel de la Société sera transféré à la réserve légale de la Société jusqu'à ce que cette réserve atteigne un dixième du capital souscrit. Si à un moment quelconque et pour n'importe quelle raison, la réserve légale représentait moins de un dixième du capital social, le prélèvement annuel de cinq pour cent reprendrait jusqu'à ce que cette proportion de un dixième soit retrouvée.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI.- Dissolution

Art. 12. La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateurs) nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII.- Dispositions générales

Art. 13. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés s'en réfèrent à la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes à EUR 2.800,-.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: X. MANGIULLO, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 3 juillet 2009, LAC/2009/26173: Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2009.

Jacques DELVAUX.

Référence de publication: 2009091833/208/407.

(090114927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2009.

Meaco S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 30.300.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

10, boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2009087204/13.

(090103396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

Financière Chanteloup S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 136.185.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009087172/12.

(090103426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

Maguro II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 136.575.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009087188/10.

(090103410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

Helpack S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 31.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009087193/10.

(090103405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

Ipico S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 27.192.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009087270/10.

(090104212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

Vailog CalEast LaSalle China S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.574.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009087150/10.

(090104241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

Roses et Fleures Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 79.516.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BRIMEYER Georges.

Référence de publication: 2009087138/10.

(090104249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

ABC Comptabilité S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 57, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 105.273.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009087292/10.

(090104285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.

asspert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 137.664.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009087299/10.

(090103339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2009.